TV

tremplin le mag

N°48 - JUIN 2025



LES TREMPLINS

TREMPLIN IEP

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.



Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**

En distanciel, en visioconférence.

En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :
Aix-en-Provense, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

S'inscrire

Editorial

Alors que le politologue américain Francis Fukuyama prophétisait l'avènement de la démocratie comme régime naturel de toutes les régions du monde dans un article de 1989 intitulé « La fin de l'histoire », pour la première fois depuis le début du XXIe siècle, le monde compte désormais plus d'autocraties que de démocraties, confirmant le recul annoncé de ce type de régime. Le spectacle offert au plus sommet de la première puissance mondiale n'est sans doute pas tout à fait étranger à ce recul.

Pourtant, dans certains États, la démocratie a pu montrer sa capacité de résilience, comme en témoigne notamment la victoire de Nicușor Dan à l'élection présidentielle roumaine, grâce au soutien d'une large coalition pro-européenne, même si plus au Nord, la Pologne prenait une direction radicalement différente. C'est donc de nouveau un monde complexe que donne à lire cette première contribution de *Tremplin le Mag*.

Du côté de l'actualité nationale, les deux premiers articles sont consacrés à l'Outre-mer, à travers la proposition de Gérald Darmanin de créer un quartier de haute sécurité dans la future prison de Saint-Laurent-du-Maroni ainsi qu'un point sur la situation en Nouvelle Calédonie. Le début de l'été offre également l'occasion de revenir sur le palmarès du Festival de Cannes dont la portée dépasse le strict cadre culturel.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de découvrir deux nouvelles références mentionnées dans la bibliographie du réseau ScPo relative aux solidarités. *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine*, publié par le sociologue Serge Paugam, en 2023, dresse un état des lieux et une comparaison internationale de l'intégration sociale. Ce premier ouvrage permet de se rendre des inégalités face à l'intégration au sein de groupes sociaux mais également des différents modèles de solidarités qui peuvent exister en fonction des traditions nationales. La seconde référence, *Délit de solidarité* de Myren Duval est un roman qui met en lumière l'importance d'une solidarité active et concrète.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - M. Cyril HUNAULT

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Graphique : La répartition de la population mondiale par régime politique (V-dem institute) - Des combattants fidèles à Al-Buhrane dans les rues de Khartoum, le 24 mars 2025. (AFP) - Des femmes brandissent des photos de victimes de la récente vague de violence qui a visé la minorité alaouite de Syrie, lors d'une manifestation dans la ville de Qamishli (nord-est de la Syrie), le 11 mai 2025. (Delil Souleiman/AFP) - Donald Trump et Elon Musk dans le bureau ovale de la Maison Blanche, le 11 avril 2025. (Roberto Schmidt /AFP) - Nicusor Dan salue ses partisans après l'annonce de sa victoire à la présidentielle roumaine, le 18 mai 2025 à Bucarest. (Daniel Mihailescu/AFP) - Le candidat nationaliste à la présidentielle polonaise Karol Nawrocki salue ses partisans, le 1er juin 2025 à Varsovie, alors qu'il se trouve en tête de l'élection présidentielle, selon les premiers résultats. (Wojtek Radwanski/AFP) - Novak Djokovic lors du tournoi de Roland Garos 2025. (Getty images) - Couverture : Géopolitique de l'ingérence russe, la stratégie du chaos, Christine Dugoin-Clément - Couverture : La guerre d'après, La Russie face à l'Occident, Carlo Masala - Drapeaux français (Pxhere) - Gérald Darmanin pendant son discours à Saint-Laurent-du-Maroni (France Info) - L'ancien bagne de Saint-Laurent-du-Maroni appelé le camp de la transportation (France Info) - Bruno Retailleau annonce la présentation du rapport sur les Frères musulmans(Le Parisien) - Manuel Valls face à des Calédoniens loyalistes (France Info) - Christian Tein, le président du FLNKS (France Info) - Perrier, une production en sursis - Le musée Perrier - Le Président lors de l'émission du 13 mai de TF1(RTL) - La hausse de TVA pourrait limiter la consommation des Français (RTL) - Le réalisateur Jafar Panahi a remporté la palme d'or (Le Parisien) - Une installation pour promouvoir Tiktok au Festival de Cannes France 3 Régions) - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 22

HORIZON SCIENCES PO

- *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine,* Serge Paugam. 2023 35

- *Délit de solidarité,* Myren Duval. 2021 36

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

1. En 2025, le monde compte plus d'autocraties que de démocraties

2. Soudan, la guerre oubliée

3. La Syrie à l'heure des violences communautaires

4. Trump / Musk, la fin de la bromance

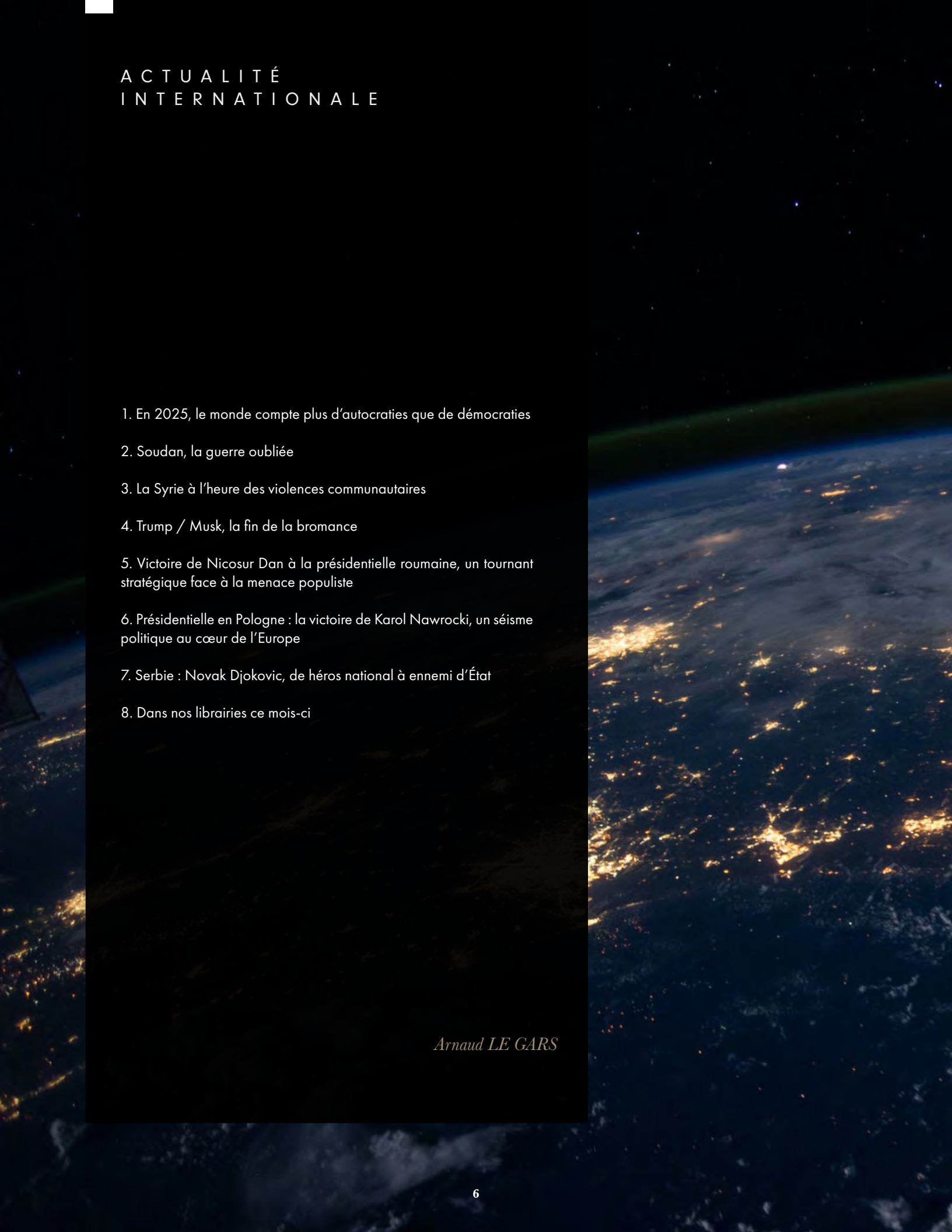
5. Victoire de Nicosur Dan à la présidentielle roumaine, un tournant stratégique face à la menace populiste

6. Présidentielle en Pologne : la victoire de Karol Nawrocki, un séisme politique au cœur de l'Europe

7. Serbie : Novak Djokovic, de héros national à ennemi d'État

8. Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



EN 2025, LE MONDE COMPTE PLUS D'AUTOCRATIES QUE DE DÉMOCRATIES

Depuis 2024, les régimes autoritaires sont plus nombreux que les démocraties sur la planète. Un fait sans précédent depuis le début du XXIe siècle. Le rapport 2025 du V-Dem Institute tire la sonnette d'alarme : la démocratie recule, lentement, mais sûrement, souvent là où on ne l'attendait pas.

Il n'y a pas eu de coup d'État planétaire. Pas de putsch global télévisé. Juste une série de glissements discrets, d'ajustements législatifs, de censure rampante, de tribunaux silencieux, et d'élections de moins en moins "libres" tout en restant "présentées comme telles". C'est ainsi que le monde, sans que cela fasse la une des journaux tous les jours, s'est retrouvé en 2025 avec plus d'autocraties que de démocraties. Le constat vient du très respecté Democracy Report 2025, publié par l'Institut V-Dem (Varieties of Democracy), basé à l'université de Göteborg. Un rapport dense, rigoureux, et accablant. À la lecture de ses centaines de pages et de ses millions de données compilées, une réalité s'impose : le monde libre rétrécit.

Jusqu'à récemment, la progression de la démocratie semblait irréversible. L'élan des années 1990, après la chute du Mur de Berlin, avait vu se multiplier les élections multipartites et les transitions pacifiques de pouvoir. Mais en 2024, pour la première fois depuis 2001, le nombre d'autocraties (91) a dépassé celui des démocraties (88). Une inversion symbolique et politique.

Ce basculement est loin d'être anecdotique. Il marque une régression historique. Selon les auteurs du rapport, le niveau moyen de démocratie dans le monde est revenu à celui de 1985 si l'on tient compte de la population, et à celui de 1996 si l'on considère la moyenne par pays. Cela signifie que les avancées réalisées au cours des trois dernières décennies sont en train d'être effacées.

La démocratie recule non seulement en nombre de pays, mais aussi en profondeur. Là où elle subsiste, elle se fragilise. Le rapport souligne que les attaques contre la liberté d'expression, l'indépendance de la justice, la transparence des élections ou encore la liberté d'association sont de plus en plus fréquentes. En 2024, 44 pays ont connu un déclin significatif de la liberté d'expression, contre 35 l'année précédente.

Ce que cache le mot « autocratie »

Il ne s'agit pas seulement de dictatures militaires. Le mot "autocratie" a changé de visage.

Une des particularités du XXIe siècle est que l'autocratie n'a plus besoin de supprimer les élections. Elle les conserve, les encadre, les manipule. C'est ce que les chercheurs appellent l'"autocratie électorale". Dans ces régimes, les citoyens votent, mais les règles du jeu sont faussées dès le départ : médias muselés, opposants emprisonnés, justice inféodée, réseaux sociaux contrôlés, violence politique banalisée. Ainsi, des pays comme l'Inde, la Turquie, la Russie, l'Indonésie ou encore l'Éthiopie organisent bien des élections, mais ne peuvent être considérés comme des démocraties au sens où l'entend la science politique. L'Inde illustre ce phénomène : longtemps qualifiée de "plus grande démocratie du monde", elle est aujourd'hui classée comme une autocratie électorale. Son glissement autoritaire est net : musellement des médias, lois anti-conversion, censure des réseaux sociaux, harcèlement des ONG. Mais la tendance ne se limite pas à quelques pays emblématiques. Elle est globale. En 2024, 45 pays étaient en cours d'autocratisation, contre seulement 19 en phase de démocratisation. Et parmi ces derniers, seule une poignée semble véritablement sur la voie d'une transition durable, comme le Brésil, la Thaïlande.

Autre donnée saisissante : en 2024, moins de 12 % de la population mondiale vivait dans une démocratie libérale, contre 46 % dans des autocraties électorales et 26 % dans des autocraties fermées. Cela signifie que près de 6 milliards de personnes vivent sous un régime qui limite fortement ou totalement leurs droits politiques fondamentaux.

Le recul démocratique touche aussi les anciens bastions du libéralisme. Aux États-Unis, le rapport s'inquiète de la dégradation des institutions, de la polarisation extrême et de la montée de la violence politique. Le retour de Donald Trump à la présidence, en janvier 2025, s'est accompagné d'une rupture diplomatique avec les alliés traditionnels et d'une rhétorique alignée sur celle du Kremlin. Le soutien militaire à l'Ukraine a été interrompu, et la position américaine sur la scène internationale a changé de cap.

Le rapport présente également une analyse régionale. En Europe de l'Est, la démocratie a reculé dans des pays comme la Serbie, la Roumanie ou la Géorgie. En Asie du Sud, le Pakistan et le Bangladesh se sont enfoncés dans l'autoritarisme. En Afrique, plusieurs coups d'État ont eu lieu entre 2020 et 2023, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger. En Amérique latine, le Mexique, l'Argentine et le Pérou enregistrent des dérangements graves.

Les libertés reculent

Le premier indicateur qui souffre dans une démocratie

affaiblie ? La liberté d'expression. En 2024, elle s'est détériorée dans 44 pays, contre 35 l'année précédente. C'est le niveau le plus alarmant depuis que V-Dem mesure cette variable. Suivent la liberté d'association, la transparence des élections, l'indépendance de la justice et la liberté académique. Tous ces piliers vacillent. Les journalistes sont de plus en plus harcelés (dans 35 pays), la censure gouvernementale progresse, les ONG sont menacées, les oppositions réduites au silence. Il ne s'agit pas seulement de violence physique : l'autocratie moderne est habile, souvent procédurale. Elle passe par des lois, des tribunaux, des amendements constitutionnels. On ne ferme plus les journaux d'un coup, on les asphyxie financièrement, on achète les rédactions, on multiplie les plaintes en diffamation.

La démocratie en sursis, pas condamnée

Les auteurs du rapport insistent sur un point clé : la démocratie n'est pas un état, mais un processus. Elle peut se renforcer ou se dégrader, et même les pays les plus stables ne sont pas à l'abri. L'érosion peut être lente, silencieuse, et souvent légitimée par des instruments juridiques. La vigilance citoyenne, la mobilisation civique et le contrôle des contre-pouvoirs sont donc essentiels. Les raisons de ce recul sont multiples. Certaines tiennent à la fatigue démocratique : perte de confiance dans les élites, désinformation massive, inégalités croissantes, crises sociales mal gérées. D'autres à l'habileté des régimes autoritaires, qui savent présenter un visage d'ordre, de prospérité et de sécurité dans un monde en crise.

Mais il y a aussi une crise d'exemplarité des vieilles démocraties : conflits internes, polarisation extrême, violence politique, scandales à répétition. Lorsqu'une démocratie semble dysfonctionner, elle ne fait plus rêver.

Le rapport 2025 se veut un appel à la lucidité. Il rappelle que l'histoire n'est pas linéaire, et que les acquis démocratiques peuvent être remis en question. Il invite à considérer la démocratie non comme un bien acquis, mais comme un chantier permanent, un contrat social vivant à entretenir, à protéger et à réinventer. Dans un monde où les autocraties gagnent du terrain et du poids économique, il devient urgent de renforcer la coopération entre les démocraties, de soutenir les initiatives citoyennes, de promouvoir les droits fondamentaux et de revaloriser la culture du débat, de la délibération et du compromis.

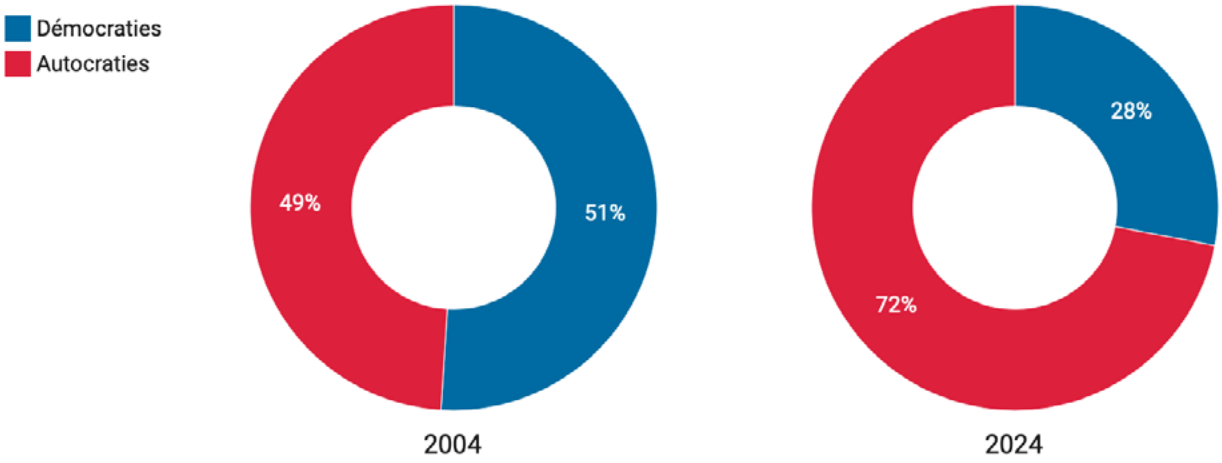
La démocratie n'est pas morte. Mais elle est sérieusement fragilisée. Le rapport V-Dem 2025 nous oblige à regarder la réalité en face, sans complaisance. Et à choisir, individuellement et collectivement, de la défendre. ◆

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INTER podcast : La démocratie en recul partout dans le monde, pourquoi cette affirmation est tout sauf un fantasme.

V-DEM.NET : 25 ans d'autocratisation, rapport sur la démocratie en 2025. (en anglais).

Près des trois-quarts de la population mondiale vit désormais dans des régmes autocratiques





ALLER PLUS LOIN...

- ARTE : Cachemire Indien, les racines du conflit.
- LE MONDE : Cachemire, aux origines des tensions entre l'Inde et le Pakistan

Des combattants fidèles à Al-Buhrane dans les rues de Khartoum, le 24 mars 2025.

SOUDAN, LA GUERRE OUBLIÉE

Alors que le monde a les yeux rivés sur Gaza, l'Ukraine ou Taïwan, une autre guerre, tout aussi dévastatrice, se déroule dans un silence assourdissant. Depuis avril 2023, le Soudan est plongé dans un conflit interne d'une violence inouïe. Deux ans plus tard, le pays est ravagé par un conflit interne d'une intensité extrême, qui a fait plus de 160 000 morts, jeté plus de 8 millions de personnes sur les routes, détruit les villes, anéanti l'économie et pulvérisé les structures sociales. Cette guerre est l'une des plus graves tragédies humanitaires du siècle. Et pourtant, elle se déroule dans le silence.

Le conflit n'est pas né d'un désaccord idéologique, mais d'une lutte brutale entre deux hommes forts : le général Abdel Fattah al-Burhan, chef de l'armée soudanaise, et Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemetti », à la tête des Forces de soutien rapide (FSR), une milice paramilitaire née dans les décombres de la guerre du Darfour. Après la chute d'Omar el-Béchir en 2019, le Soudan s'était lancé dans une fragile transition démocratique. Mais la promesse a été trahie. Les deux généraux, jadis alliés dans la répression, sont devenus rivaux dans une guerre totale pour le pouvoir. En avril 2023, les hostilités éclatent à Khartoum. En quelques jours, la capitale devient un champ de ruines. Artillerie lourde, drones, frappes aériennes : les combats ne font aucune distinction entre cibles militaires et zones civiles. Puis la guerre s'étend à d'autres régions : le Darfour, déjà meurtri par les génocides des années 2000, redevient un champ de massacres. Le Kordofan et l'État d'Al-Jazirah, région agricole vitale, tombent à leur tour dans la violence. Chaque camp accuse l'autre de crimes de guerre. Les témoignages de survivants évoquent des viols de masse, des enrôlements d'enfants, des exécutions, des bombardements aveugles et des pillages systématiques.

Les conséquences humanitaires sont cataclysmiques. L'ONU estime que plus de 25 millions de personnes — soit la moitié de la population — sont désormais en situation de besoin humanitaire aigu. Plus de 8,5 millions de Soudanais ont été déplacés à l'intérieur du pays. Environ 1,5 million ont fui vers les

pays voisins, débordant les structures d'accueil déjà fragiles du Tchad, de l'Égypte ou du Soudan du Sud. Le système de santé a quasiment cessé d'exister : deux tiers des hôpitaux sont hors service, les médecins fuient, les médicaments manquent, et le choléra refait surface dans plusieurs régions. Plus de 4 millions d'enfants souffrent de malnutrition, dont plus de 700 000 en danger immédiat de mort. Le système éducatif est aussi à l'arrêt : 19 millions d'enfants sont privés d'école. Une génération entière est sacrifiée, sans qu'aucun mécanisme international ne soit mis en place pour y remédier.

La violence est d'autant plus choquante qu'elle est soutenue par des flux d'armes continus. Malgré les appels de l'ONU et d'Amnesty International à imposer un embargo, de nombreux pays alimentent encore le conflit. Les Émirats arabes unis, la Turquie, la Russie, l'Iran ou encore la Chine sont pointés du doigt pour leur soutien militaire, direct ou indirect, à l'un ou l'autre des deux camps. Le Département d'État américain a récemment accusé l'armée régulière d'avoir utilisé du chlore comme arme chimique, tandis que Human Rights Watch dénonce les frappes aveugles des FSR sur les zones densément peuplées de Nyala et d'autres villes. Les deux camps commettent des atrocités, mais la communauté internationale continue d'adopter une posture de neutralité molle, voire de résignation.

e silence diplomatique est d'autant plus préoccupant que le conflit ne se limite plus aux frontières du Soudan. Il menace l'ensemble de la région. Les réfugiés pèsent lourdement sur les pays voisins déjà instables. Les trafics d'armes, d'or et d'êtres humains prolifèrent. Des milices transfrontalières s'arment, des tensions interethniques s'exacerbent, des groupes djihadistes tentent de s'implanter dans les zones grises laissées vacantes. L'hypothèse d'un embrasement régional à la manière de la guerre du Congo dans les années 1990 devient, chaque jour, plus probable. La paix en Afrique de l'Est est en train de se désintégrer, sous les yeux d'un monde qui regarde ailleurs.

Face à cette situation, les réponses doivent être claires, coordonnées, et immédiates. D'abord, l'accès humanitaire doit être garanti dans toutes les zones touchées. Il est impératif de mettre en place des corridors protégés, d'assurer la distribution de vivres, d'eau potable, de soins médicaux et de rétablir un minimum d'infrastructures éducatives. Ensuite, la communauté internationale doit sortir de son attentisme : l'ONU, l'Union africaine, la Ligue arabe, mais aussi les grandes puissances doivent peser de tout leur poids diplomatique pour obtenir un cessez-le-feu, imposer un embargo total sur les armes, et sanctionner fermement les responsables des crimes documentés. Le rôle des acteurs régionaux — Égypte, Arabie saoudite, Éthiopie — sera également décisif dans une éventuelle médiation. Enfin, toute solution politique devra impérativement inclure les représentants de la société civile soudanaise. Les civils qui ont porté la révolution de 2019 doivent être à la table des négociations. Il ne peut y avoir de sortie de crise durable si les militaires conservent seuls le pouvoir.

Le Soudan est en train de s'effondrer. Non pas lentement, mais brutalement. Et pas dans l'indifférence des faits, mais dans celle des regards. Ce n'est pas un conflit marginal. C'est l'un des plus grands désastres géopolitiques de notre époque, un désastre aux conséquences régionales et internationales majeures. Laisser le Soudan mourir en silence, c'est accepter que les dictatures militaires, les violences impunies et les tragédies humaines restent des fatalités dès qu'elles ne concernent pas l'Occident.

◆

LA SYRIE À L'HEURE DES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES

La Syrie post-guerre civile ne connaît pas la paix. Le pays, officiellement entré dans une nouvelle ère avec la chute du régime précédent, est désormais ravagé par une autre forme de conflit : les violences communautaires. À peine quelques mois après l'installation du nouveau pouvoir à Damas, des massacres ciblés, des représailles armées et des interventions étrangères révèlent une dynamique confessionnelle explosive, que certains observateurs avaient prédite dès les prémices de la transition politique.

Un massacre annonciateur

Tout commence avec une série de tueries perpétrées contre des civils alaouites au mois d'avril 2025, la communauté à laquelle appartenait l'ancien président syrien. Selon l'ONG

Syrian Network for Human Rights, plus de 1 300 civils ont été tués, un chiffre qui pourrait atteindre 1 700 selon d'autres sources. Ces actes ont été attribués à des milices proches du nouveau pouvoir, dans un contexte de revanche sanglante après des années de guerre.

Ces violences ont sonné l'alarme chez les minorités syriennes. Alaouites, chrétiens, Druzes, Kurdes : tous redoutent d'être les prochaines cibles d'un nettoyage confessionnel motivé par une logique de purification ethno-religieuse. Le géographe Fabrice Balanche, spécialiste reconnu de la Syrie, n'avait cessé de le marteler : « Sans garanties concrètes d'inclusion, la transition syrienne nourrira le chaos communautaire. »

Ce sombre pronostic s'est vérifié en mai 2025, lorsqu'une série d'attaques islamistes ont visé la communauté druze dans le sud-ouest du pays. Ces assauts ont provoqué plus d'une centaine de morts, selon les autorités locales et les rapports des ONG. La riposte ne s'est pas fait attendre : les Druzes se sont défendus à l'aide de leurs propres milices, réactivant un appareil sécuritaire autonome qu'ils avaient maintenu tout au long de la guerre.
Le cheikh Hikmat Al-Hijri, principal leader spirituel de la communauté druze syrienne, a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale. Il réclame la protection urgente des civils druzes par des forces extérieures. Ses déclarations, relayées dans les grandes capitales occidentales, ont trouvé un écho singulier en Israël.

Israël, acteur inattendu

Tel-Aviv avait prévenu : les Druzes de Syrie ne seront pas abandonnés. Le Premier ministre israélien a clairement indiqué que l'armée israélienne, Tsahal, interviendrait en cas de menaces graves contre cette minorité. Quelques jours après les violences de mai, des frappes israéliennes ont visé des positions djihadistes près de Soueïda, fief druze du sud syrien.

Plus symbolique encore : les forces israéliennes occupent désormais les hauteurs du mont Hermon, au nord du plateau du Golan. Cette présence militaire se veut une barrière de protection, mais soulève aussi de nombreuses questions. Pour certains, elle renforce l'idée d'un « protectorat israélien » sur une enclave druze qui pourrait se constituer dans la zone frontalière. Cette posture est justifiée par l'existence d'une petite communauté druze en Israël, solidement intégrée à l'appareil sécuritaire national. De nombreux officiers druzes servent dans Tsahal, et leur loyauté est régulièrement saluée par les autorités israéliennes.

Le Premier ministre israélien ne s'est pas arrêté aux seuls Druzes. Dans une déclaration choc, il a affirmé qu'Israël serait également prêt à défendre les Kurdes syriens contre d'éventuelles offensives djihadistes. Bien que cette promesse soit pour l'instant purement rhétorique, elle envoie un message fort : dans un Moyen-Orient fracturé, Israël se positionne comme protecteur des minorités non sunnites. Cette stratégie est bien sûr loin d'être désintéressée. En prenant fait et cause pour les communautés menacées, Israël renforce sa légitimité régionale, contrebalance l'influence iranienne et se forge de nouvelles alliances de circonstances.

De l'autre côté de la frontière, l'inquiétude monte aussi au Liban. Le chef historique de la communauté druze libanaise, Walid Joumblatt, a fait un déplacement discret mais hautement symbolique à Damas pour rencontrer le nouvel homme fort du pays. Objectif : éviter l'effondrement de la présence druze en Syrie. Joumblatt plaide pour une intégration pleine et entière des Druzes au sein des nouvelles forces armées syriennes. Selon lui, cantonner les Druzes à une position d'autodéfense ou les reléguer à une enclave protégée par une puissance étrangère serait une impasse dangereuse. Il redoute une balkanisation de la Syrie sur base confessionnelle et plaide pour un État pluraliste, où les minorités ne soient ni dominées ni marginalisées. Mais dans un pays où la guerre a laminé le tissu social, cet idéal reste difficile à concrétiser. Les nouvelles autorités syriennes, bien qu'officiellement ouvertes à l'inclusion, peinent à contrôler les multiples milices sur le terrain.

Face à cette situation, le nouveau régime syrien tente de redorer son blason. Après avoir consolidé son emprise sur la majorité du territoire, le nouvel homme fort de Damas entame une offensive diplomatique tous azimuts. Et la scène la plus spectaculaire de cette normalisation est sans doute sa visite à Paris, où il a été reçu à l'Élysée par le Président français le 7 mai 2025. Un accueil qui a suscité des critiques, notamment chez les défenseurs des droits de l'homme, mais que Paris justifie par la nécessité de stabiliser la région et de contrer les influences extrémistes. En coulisses, il est aussi question d'aides financières, de contrats de reconstruction et de lutte contre les filières migratoires.

Une fragmentation durable ?

La Syrie n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était avant 2011. Le conflit a redessiné les lignes communautaires, militaires, politiques. Le pouvoir central a perdu son monopole de la violence, et la méfiance entre groupes reste extrême. La tentation d'une fragmentation communautaire – voire d'un fédéralisme confessionnel de fait – grandit à mesure que les violences se multiplient. Certains analystes évoquent un scénario à l'irakienne : un État central affaibli, incapable de garantir la sécurité des minorités, où chaque communauté se protège comme elle peut, souvent avec l'appui de parrains extérieurs. D'autres évoquent un risque plus grand encore : celui d'une guerre civile dans la guerre civile, une implosion prolongée, sans issue politique viable.

Dans ce climat délétère, la communauté internationale reste partagée entre volonté d'intervention humanitaire et crainte d'un enlisement politique. L'idée d'une mission internationale de

protection des minorités, à l'image des zones de sécurité des années 1990 dans les Balkans, commence à circuler. Mais aucun consensus ne se dessine pour l'instant au Conseil de sécurité de l'ONU. Les puissances occidentales, qui avaient soutenu la transition en Syrie, se retrouvent face à leurs responsabilités. La chute du régime précédent a créé un vide que les extrémismes cherchent à remplir. L'enjeu, aujourd'hui, n'est plus seulement de reconstruire un pays, mais d'empêcher que celui-ci ne se transforme en un archipel de conflits communautaires sans fin.

La Syrie est à la croisée des chemins. Ce qui devait être une transition vers la démocratie est en train de devenir une guerre des identités. Si rien n'est fait rapidement pour protéger les minorités et refonder un État véritablement inclusif, le pays pourrait sombrer dans une nouvelle décennie de violences. La paix ne viendra pas d'un simple changement de régime, mais d'un effort collectif, national et international, pour briser le cycle de la vengeance, reconnaître les diversités syriennes et reconstruire une société sur des bases nouvelles. Sans cela, les fantômes de la guerre continueront de hanter la Syrie — et ses voisins — pour longtemps. ◆



Des femmes brandissent des photos de victimes de la récente vague de violence qui a visé la minorité alaouite de Syrie, lors d'une manifestation dans la ville de Qamishli (nord-est de la Syrie), le 11 mai 2025.

ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE 24 : Violences communautaires en Syrie : le spectre de la guerre civile.
- CONFLITS REVUE DE GÉOPOLITIQUE : Syrie, l'avenir incertain de la communauté Druze



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24 : Musk / Trump, la fin d'une idylle ?

Donald Trump et Elon Musk dans le bureau ovale de la Maison Blanche, le 11 avril 2025.

TRUMP / MUSK, LA FIN DE LA BROMANCE

La rupture est désormais publique. Après des années d'alliance médiatique et stratégique, Donald Trump et Elon Musk ont mis fin à leur relation privilégiée. Une "bromance" aussi inattendue qu'explosive qui aura marqué la politique américaine. Entre soutien électoral, manœuvres économiques et déclarations tonitruantes, les deux hommes avaient fait de leur entente un levier d'influence. Mais en ce printemps 2025, tout a volé en éclats.

Le roman d'un rapprochement

Tout commence en **février 2017**. À peine installé à la Maison Blanche, Trump invite plusieurs grands patrons de la tech à le rejoindre pour "réparer l'Amérique". Elon Musk, alors encore PDG de Tesla et SpaceX, accepte de siéger au sein d'un conseil économique présidentiel. Ce geste marque un début de rapprochement. L'image de l'innovateur technologique au service du businessman populiste plaît autant à Wall Street qu'à la base trumpiste. Mais l'idylle est de courte durée : Musk claque la porte en juin 2017, en désaccord avec la décision de Trump de sortir des Accords de Paris. Ce n'est pourtant qu'un premier acte. Le lien se renforce à partir de 2022, lorsque Musk devient le propriétaire de Twitter, rebaptisé X. Il y impose une ligne éditoriale libertarienne, déplateforme les opposants et amplifie les messages pro-Trump. Pendant la campagne présidentielle de 2024, Musk affiche un soutien de plus en plus marqué au candidat républicain. Il participe à plusieurs rassemblements, relaye les messages de campagne, et engage des discussions en ligne avec Trump lui-même. Cette proximité devient centrale dans la stratégie de reconquête du pouvoir par l'ancien président.

L'union politique

Lorsque Trump remporte l'élection présidentielle de novembre 2024, l'arrivée de Musk dans le dispositif gouvernemental semble naturelle. En décembre, il est nommé à la tête d'une nouvelle entité baptisée Doge (Department of Government Efficiency), sorte de think tank exécutif chargé de rationaliser la dépense publique. Dans un geste typiquement trumpien, la nomination n'est validée ni par le Congrès, ni par une procédure administrative claire. Peu importe : Trump affirme qu'"Elon sait gérer mieux que Washington".

Janvier 2025. Musk est au premier rang lors de l'investiture, entouré d'Ivanka Trump et de Jared Kushner. Il devient l'un des hommes les plus influents de l'administration, bien qu'il n'occupe aucun poste officiel au cabinet. L'objectif est clair : réduire la bureaucratie fédérale, licencier des milliers de fonctionnaires, numériser l'administration, et "faire des économies à l'américaine". Mais derrière les caméras, la situation se tend.

Les fissures

Mars 2025. Les premiers bilans du Doge sont mitigés. Si certaines agences fédérales ont vu leurs dépenses réduites, les coupes sont jugées brutales. Les fonctionnaires parlent de chaos, les syndicats dénoncent un "démantèlement de l'État". Steve Bannon, revenu en grâce dans l'orbite trumpienne, s'oppose à Musk en coulisses. Trump, fidèle à son instinct médiatique, tente de maintenir l'apparence d'un front uni. Mais le malaise est palpable. En parallèle, les performances boursières de Tesla chutent. Les marchés s'inquiètent de la polarisation croissante de Musk, de son implication politique directe, et de la baisse des commandes de véhicules électriques dans les États républicains. Certains analystes évoquent une "Trump fatigue" chez les investisseurs. Puis vient le point de rupture.

Le 17 mai, Elon Musk publie une série de posts incendiaires sur X. Il critique vertement le projet de loi fiscale présenté par Trump, accusant l'administration de faire exploser le déficit public. "Réduire les impôts sans couper les dépenses, c'est de la magie comptable", écrit-il. La déclaration est reprise par tous les médias. Musk annonce également "réduire fortement" son implication dans le Doge, tout en assurant qu'il reste "attaché à la modernisation du gouvernement".

La réponse ne tarde pas. Trump, fidèle à son style, ironise lors d'un meeting : "Elon a fait de grandes choses... Mais il comprend les chiffres aussi bien qu'un stagiaire de CNN." La querelle est lancée. En coulisses, la Maison-Blanche supprime discrètement le nom de Musk des documents officiels liés au Doge.

Juin 2025, la rupture

Le 3 juin, l'affrontement se joue en direct, sur X, devant des dizaines de millions d'abonnés. Musk accuse Trump de "s'entourer de courtisans" et de "sacrifier l'avenir budgétaire du pays à court terme pour des gains politiques". Trump rétorque : "Elon m'a supplié de le laisser entrer dans l'administration. C'est un ingrat. Je n'ai plus de temps à perdre avec des ego instables." Le lendemain, la Maison Blanche publie un communiqué lapidaire : "Monsieur Musk n'a plus aucun rôle officiel ni officieux auprès de l'administration Trump." En 48 heures, plus de 150 milliards de dollars de valorisation s'évaporent sur les marchés. Tesla, SpaceX, Neuralink : tous les groupes liés à Musk dévissent en Bourse. La nervosité gagne aussi les milieux républicains. Plusieurs figures du parti s'inquiètent de l'impact sur l'image de Trump, qui avait fait de son alliance avec Musk un atout électoral.

La rupture entre Trump et Musk ne s'explique pas par un seul événement, mais par un enchaînement de tensions croissantes, jusqu'à la cassure. D'abord, les divergences politiques ont pesé lourd. Musk, défenseur d'une gestion austère et d'une rationalisation radicale des dépenses, n'a pas digéré les largesses fiscales votées sous l'impulsion de Trump. Pour lui, accorder des baisses d'impôts massives sans réduction parallèle des dépenses, c'est alimenter un déficit abyssal à court terme et hypothéquer l'avenir budgétaire du pays. Il a vu dans ces choix un virage populiste, motivé par la popularité et non par la rigueur. À cela, se sont ajoutées des tensions internes de plus en plus visibles. L'influence grandissante de Steve Bannon, stratège en chef officieux et figure de l'aile la plus nationaliste du trumpisme, a cristallisé l'opposition. Musk, avec son approche technocratique et son culte de l'efficacité, s'est retrouvé en porte-à-faux avec les logiques idéologiques de l'entourage présidentiel. Lui pensait pouvoir "hacker" la bureaucratie fédérale comme un code obsolète. Mais il s'est vite heurté à une inertie politique qu'aucun algorithme ne pouvait résoudre. Sur le plan économique, la situation s'est aussi détériorée. La chute des actions Tesla, en partie causée par la politisation de Musk et par l'instabilité générale autour de ses prises de position, a mis en lumière une vulnérabilité structurelle. De grands investisseurs ont quitté le navire. La défiance s'est installée. Les projets de SpaceX dépendants de financements publics ont été freinés, parfois annulés. L'image du visionnaire hors-système s'est ternie, remplacée par celle d'un milliardaire trop exposé, trop bavard, trop engagé.

Et au fond, derrière les logiques politiques ou économiques, il y a une explication plus simple et plus humaine : l'ego. Trump et Musk partagent une même conviction de supériorité, une même habitude d'imposer leur volonté sans compromis. Deux figures hypertrophiées, convaincues d'avoir raison contre tous. Tant que leurs intérêts convergeaient, l'alliance tenait. Mais au moindre désalignement, la confrontation devenait inévitable. Aucun des deux n'a plié. Aucun des deux n'a voulu apparaître comme celui qui cède. Le clash était écrit.◆



ALLER PLUS LOIN...

- SCIENCES PO : un répit pour la démocratie roumaine ?
- FONDATION ROBERT SCHUMAN : Nicosur Dan remporte l'élection présidentielle en Roumanie

Nicusor Dan salue ses partisans après l'annonce de sa victoire à la présidentielle roumaine, le 18 mai 2025 à Bucarest.

VICTOIRE DE NICOSUR DAN À LA PRÉSIDENTIELLE ROUMAINE, UN TOURNANT STRATÉGIQUE FACE À LA MENACE POPULISTE

Dans un contexte politique d'une rare intensité, Nicușor Dan a réussi ce que peu d'observateurs considéraient comme possible il y a encore quelques semaines : remporter l'élection présidentielle roumaine de 2025 après avoir été distancé de vingt points au premier tour par le candidat d'extrême droite George Simion. Cette victoire spectaculaire est le fruit d'une combinaison habile de facteurs stratégiques, sociaux et politiques, dans une Roumanie fracturée par la crise institutionnelle, les soupçons d'ingérence étrangère, et la polarisation entre visions opposées de l'avenir du pays.

Un sursaut électoral décisif

Le second tour de l'élection a pris des allures de sursaut civique. Alors que George Simion, leader du parti nationaliste AUR (Alliance pour l'Union des Roumains), avait terminé en tête du premier tour avec près de 38 % des voix, Nicușor Dan, soutenu par une large coalition pro-européenne, a su transformer un désavantage important en une victoire nette, remportant 56,4 % des suffrages. Ce retournement s'explique avant tout par une mobilisation exceptionnelle des électeurs urbains, des jeunes, des femmes, des diplômés et des minorités ethniques, qui ont vu dans Simion une menace pour la démocratie et les acquis euro-atlantiques de la Roumanie. La peur d'un basculement autoritaire a galvanisé une partie de l'électorat, jusque-là abstentionniste ou désabusé.

La carte électorale du second tour révèle une fracture nette entre les zones rurales, majoritairement acquises à Simion, et les grandes villes qui ont massivement basculé en faveur de Dan. À Bucarest, sa ville d'origine et terrain politique depuis son élection comme maire en 2020, il a obtenu plus de 75 % des voix. Cluj, Timișoara, Iași, Constanța ont également plébiscité sa candidature. Mais c'est la diaspora, notamment en Amérique du Nord et en Europe occidentale, qui a offert un coup

d'accélérateur à sa dynamique. Avec un taux de participation record à l'étranger – supérieur à 40 %, du jamais-vu – et un soutien massif (près de 90 % des voix dans certains bureaux), les Roumains de l'étranger ont pesé de tout leur poids dans le résultat final.

Face à l'ascension du discours souverainiste de Simion et à ses propositions de sortie de certaines institutions européennes, une large coalition allant des centristes libéraux aux socio-démocrates réformistes s'est organisée autour de Nicușor Dan. Ce « front républicain », bien qu'hétérogène, partageait un objectif clair : éviter l'isolement international de la Roumanie.

Des figures issues de la société civile, des anciens ministres, des intellectuels, mais aussi des partis traditionnellement rivaux ont appelé, dans un geste inédit, à faire bloc contre l'extrême droite. Le message a porté. La présidentielle s'est muée en référendum sur l'appartenance de la Roumanie au camp occidental.

Un profil d'intégrité, entre rigueur et réformes

Nicusor Dan n'a jamais été un tribun charismatique. Mathématicien de formation, figure du militantisme civique depuis les années 2000, il s'est construit une image d'homme intègre, travailleur, peu sensible aux jeux partisans. C'est précisément cette image d'honnêteté et de sérieux qui a convaincu une grande partie de l'électorat modéré.

Sa campagne s'est articulée autour de trois axes : lutte contre la corruption, réforme de l'administration publique, et modernisation de l'État. En pleine crise de légitimité institutionnelle, son discours technocratique et rigoureux a contrasté avec les promesses vagues et l'agressivité rhétorique de son adversaire. Dan a pris le contrepied du populisme ambiant en défendant sans ambiguïté l'appartenance de la Roumanie à l'Union européenne et à l'OTAN. Il a affirmé son soutien à l'Ukraine, condamné les ingérences étrangères — notamment russes — et promis de renforcer les liens économiques et politiques avec Bruxelles et Washington. Ce positionnement clair a rassuré une frange importante des électeurs, inquiets des discours anti-occidentaux de Simion, qui flirtait avec un programme d'inspiration illibérale à la hongroise. Loin des polémiques identitaires ou des débats stériles sur l'histoire, Nicușor Dan a centré son discours sur des thématiques concrètes : services publics, santé, éducation, justice, logement.

Il a su éviter les pièges de la personnalisation outrancière du débat, en appelant au dialogue, à l'apaisement, et à la reconstruction d'une gouvernance efficace. Cette posture, perçue comme sincère, a touché une population lasse des querelles politiciennes et soucieuse de stabilité.

Crise institutionnelle et climat de défiance

L'élection présidentielle de 2025 n'était pas une présidentielle comme les autres. Elle faisait suite à l'annulation inédite du scrutin de 2024, invalidé par la Cour constitutionnelle en raison d'irrégularités massives et de soupçons d'ingérence étrangère dans les systèmes informatiques électoraux. Cette décision, bien qu'acceptée par la majorité des partis, avait plongé le pays dans une période de grande incertitude politique. Le taux de confiance dans les institutions avait chuté à des niveaux historiquement bas, et les appels à une refondation de la vie politique se sont multipliés. La campagne 2025 a été l'une des plus polarisées de l'histoire post-communiste de la Roumanie. George Simion et ses partisans ont adopté une stratégie de confrontation, qualifiant Nicușor Dan de « marionnette de Bruxelles », remettant en cause la légitimité de l'État de droit et flirtant avec le complotisme.

En retour, l'électorat pro-européen a vu dans cette rhétorique un danger pour la démocratie. Les réseaux sociaux, les plateaux télévisés et les manifestations de rue ont reflété cette fracture profonde : deux Roumanies se faisaient face, irréconciliables dans leurs visions du pays et de son avenir.

Un résultat historique, un signal pour l'Europe

Avec plus de 800 000 voix d'avance, Nicușor Dan signe l'un des retournements électoraux les plus spectaculaires en Europe depuis plusieurs décennies. Depuis Mário Soares au Portugal en 1986, aucun candidat n'avait réussi à combler un écart aussi important entre les deux tours d'un scrutin présidentiel. Ce résultat, au-delà de son impact immédiat, marque un tournant politique majeur en Roumanie. Il témoigne de la capacité d'un pays à résister aux sirènes autoritaires et à réaffirmer son ancrage démocratique, même après des années de tensions et de crises. La victoire de Dan est saluée à l'étranger comme un signal fort en faveur des valeurs européennes, à l'heure où plusieurs pays sont confrontés à la montée du populisme. À Bruxelles, Berlin ou Paris, les réactions ont été enthousiastes. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a parlé d'un « moment d'espoir pour l'Europe ».

En Roumanie, l'enjeu est désormais de transformer cette victoire électorale en dynamique politique durable. Dan devra composer avec un Parlement toujours divisé, une opinion publique fragmentée, et des défis socio-économiques majeurs. La victoire de Nicușor Dan n'est pas seulement celle d'un homme ou d'un camp. Elle incarne un sursaut démocratique, une volonté collective de refuser la dérive autoritaire et de réaffirmer les fondations européennes du pays. Dans un paysage politique ravagé par la méfiance et la désinformation, cette élection redonne de la légitimité à l'engagement civique et à la politique de conviction. Reste à savoir si cette dynamique tiendra dans la durée. Mais pour l'heure, la Roumanie a envoyé un message clair : elle choisit l'ouverture, la réforme et la démocratie. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- FONDATION ROBERT SCHUMAN : Karol Narowcki remporte sur le fil l'élection présidentielle
- FRANCE 24 : le nationaliste Narowcki remporte l'élection présidentielle

Le candidat nationaliste à la présidentielle polonaise Karol Nawrocki salue ses partisans, le 1er juin 2025 à Varsovie, alors qu'il se trouve en tête de l'élection présidentielle, selon les premiers résultats.

PRÉSIDENTIELLE EN POLOGNE : LA VICTOIRE DE KAROL NAWROCKI, UN SÉISME POLITIQUE AU CŒUR DE L'EUROPE

Alors qu'en Roumanie, l'élection présidentielle de mai 2025 s'est soldée par une victoire nette du candidat libéral et pro-européen Nicușor Dan, incarnant la continuité réformiste et l'alignement occidental du pays, la Pologne a pris une direction radicalement différente. Le 2 juin, Karol Nawrocki, historien nationaliste soutenu par le parti Droit et justice (PiS), a remporté de justesse la présidentielle face à Rafał Trzaskowski, maire libéral de Varsovie, dans le scrutin le plus serré de l'histoire polonaise.

Avec 50,89 % des voix contre 49,11 %, Nawrocki l'emporte d'une courte tête, dans un climat de tension politique et sociale extrême. Le taux de participation a atteint un niveau sans précédent, signe d'une mobilisation exceptionnelle dans un pays profondément polarisé. Cette victoire marque un tournant pour la Pologne, où la fracture entre conservateurs nationalistes et libéraux pro-européens ne cesse de se creuser.

Une cohabitation explosive avec Donald Tusk

L'élection de Karol Nawrocki ouvre une nouvelle phase de cohabitation politique avec le gouvernement dirigé par Donald Tusk, Premier ministre libéral et figure de proue du retour de la Pologne sur une trajectoire pro-européenne depuis les législatives d'octobre 2023.

Mais à la différence de son prédécesseur Andrzej Duda, jugé plus conciliant en fin de mandat, Nawrocki affiche une posture d'opposition frontale. Dès sa première déclaration, il a averti qu'il exercerait pleinement ses prérogatives présidentielles pour « défendre l'âme de la nation contre les

dérives idéologiques ». Cela annonce une paralysie politique probable sur plusieurs fronts. Le droit de veto présidentiel permet à Nawrocki de bloquer les projets de loi du gouvernement. Certes, le parlement peut passer outre avec une majorité des trois cinquièmes, mais la coalition au pouvoir ne dispose pas de cette marge. Résultat : sur les réformes de société – droit à l'avortement, reconnaissance des couples LGBT+, éducation sexuelle – les blocages semblent inévitables.

L'une des grandes promesses de la coalition gouvernementale était de corriger les dérives jugées illibérales des années PiS. La légalisation de l'avortement jusqu'à 12 semaines, la lutte contre les zones dites « sans LGBT » ou encore la réforme de la justice figuraient parmi les priorités. Avec Nawrocki à la présidence, cet agenda est fragilisé. L'homme a construit sa carrière à la tête de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), où il a promu une vision conservatrice, voire nationaliste, de l'histoire polonaise. Ses positions sur les valeurs familiales traditionnelles, la protection de « l'identité chrétienne » et son rejet d'une « occidentalisation morale » de la Pologne tracent une ligne de clivage nette. Les droits des minorités sexuelles et les avancées féministes risquent de stagner. Pire, certaines ONG craignent une régression dans les libertés fondamentales, à commencer par la liberté d'expression, la liberté académique et les droits civiques dans les régions plus conservatrices.

Retour des tensions avec l'Union européenne

L'élection de Nawrocki pourrait aussi remettre sous tension les relations entre Varsovie et Bruxelles, que Donald Tusk s'efforce de normaliser depuis sa prise de fonction. Le président élu est ouvertement eurosceptique, partisan d'une Europe des nations plutôt que d'une intégration supranationale. Sur les questions d'État de droit, il s'est déjà montré critique à l'égard des mécanismes de conditionnalité des fonds européens. Lors d'un discours de campagne en avril, il dénonçait « l'ingérence de technocrates étrangers dans la souveraineté polonaise ». Sa présidence pourrait faire resurgir les contentieux sur la réforme de la justice, la liberté des médias ou encore l'indépendance de la Banque centrale. À Bruxelles, cette victoire inquiète. D'autant que la Pologne reste l'un des piliers de l'Union, à la fois démographiquement, militairement et géopolitiquement.

Autre point sensible : la politique étrangère. Nawrocki a exprimé des réserves sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, contrairement à la position défendue par Tusk et par la majorité des pays occidentaux. Bien qu'il soutienne la résistance ukrainienne face à l'invasion russe, son discours est teinté de méfiance à l'égard de Kiev, notamment sur la gestion des réfugiés et les tensions historiques entre les deux nations. Il prône une politique étrangère fondée d'abord sur les « intérêts nationaux polonais », refusant « l'alignement automatique sur les stratégies dictées par Berlin ou Washington ». Cela pourrait affaiblir la position de Varsovie dans la coalition des pays d'Europe centrale et orientale unis contre Moscou. En interne, cette ligne moins accueillante vis-à-vis des réfugiés ukrainiens pourrait aussi diviser. La Pologne accueille encore plus d'un million de déplacés, dont l'avenir dépend en partie du cadre législatif que le président pourrait influencer.

L'élection de Karol Nawrocki dépasse le seul cadre national. Elle intervient dans un contexte de montée des forces conservatrices et souverainistes en Europe. L'arrivée d'un président nationaliste dans un pays aussi stratégique renforce le camp des gouvernements conservateurs en Europe de l'Est, à l'instar de la Hongrie de Viktor Orbán ou de la Slovaquie de Robert Fico. Ce virage illustre l'intensification de la fracture idéologique au sein de l'Union européenne, entre deux visions irréconciliables : l'intégration politique d'un côté, la souveraineté nationale de l'autre.

Une société polarisée à l'extrême

Ce scrutin a mis à nu une société polonaise plus divisée que jamais. La fracture territoriale est flagrante : les régions de l'est et du sud, rurales et conservatrices, ont largement voté Nawrocki. Les grandes métropoles – Varsovie, Gdańsk, Wrocław – ont penché pour Trzaskowski. Mais la division va au-delà de la géographie. Elle traverse les générations, les classes sociales, les milieux culturels. L'élection de Nawrocki est à la fois un rejet des élites urbaines et une affirmation identitaire des classes populaires, souvent inquiètes des mutations sociétales et de la mondialisation. Cette dynamique rappelle celles observées ailleurs en Europe et aux États-Unis, où les conservatismes identitaires prospèrent dans un climat d'angoisse économique, de défiance institutionnelle et de remise en cause des repères traditionnels. Face à un président qui peut bloquer les lois, contrôler l'agenda diplomatique et s'opposer publiquement au Premier ministre, la marge de manœuvre du gouvernement Tusk s'annonce réduite. Pour mener ses réformes, il devra soit négocier au cas par cas, soit renforcer sa majorité parlementaire – ce qui semble improbable à court terme. Une autre option serait de mobiliser l'opinion publique pour faire pression sur la présidence. Mais ce jeu de bras de fer pourrait accentuer la fatigue démocratique et nourrir encore davantage la polarisation.

L'élection de Karol Nawrocki est un événement majeur. Elle ouvre une période d'incertitude politique pour la Pologne et pour l'Europe. Si son pouvoir est limité par la Constitution, son influence idéologique et sa capacité d'obstruction sont réelles. Dans un pays fracturé entre deux visions du monde, cette présidence pourrait soit cristalliser les tensions, soit, paradoxalement, provoquer un sursaut démocratique. Une chose est sûre : rien ne sera facile pour les années à venir, ni pour le gouvernement, ni pour les citoyens.

La Pologne devient ainsi un laboratoire européen : celui d'une démocratie libérale confrontée à sa propre résistance interne, à l'épreuve de l'alternance radicale. ◆

SERBIE : NOVAK DJOKOVIC, DE HÉROS NATIONAL À ENNEMI D'ÉTAT

Pendant plus d'une décennie, Novak Djokovic a incarné la fierté serbe. Avec ses 24 titres du Grand Chelem, son sourire franc et sa capacité à porter haut les couleurs d'un pays meurtri par les conflits des années 1990, il était bien plus qu'un simple champion de tennis : il était un symbole de résilience nationale. Chaque victoire sur les courts résonnait comme une revanche sur l'histoire, et à Belgrade, son visage ornait les murs, les panneaux, les vitrines.

Mais en quelques mois, tout a basculé. L'icône du sport serbe est aujourd'hui ouvertement critiquée par le pouvoir en place, conspuée dans les médias d'État, et tenue à distance des cérémonies officielles. Comment Novak Djokovic est-il passé du statut de héros national à celui d'ennemi d'État ? La réponse tient en un mot : **engagement**.

De champion national à citoyen engagé

Le tournant s'est produit après un drame qui a bouleversé la Serbie : l'effondrement de la gare de Novi Sad, en novembre 2024. Ce chantier public vétuste, rongé par la corruption et les malfaçons, a cédé brutalement, provoquant la mort de seize personnes, dont plusieurs étudiants. La tragédie a déclenché une vague de colère, d'indignation et de manifestations dans tout le pays, portées principalement par une jeunesse déjà excédée par la situation politique et sociale. Alors que la classe politique cherchait à contenir la contestation par des promesses creuses et des arrestations arbitraires, Djokovic a pris la parole. En décembre, il publie un message sobre mais percutant sur ses réseaux sociaux : « La vie de seize innocents ne doit pas disparaître dans le silence. Il est temps de regarder en face la réalité de notre pays. » Ce message, partagé des centaines de milliers de fois, marque le début d'une prise de position de plus en plus nette. En janvier 2025, lors de l'Open d'Australie, Djokovic va plus loin. En plein tournoi, il arbore un brassard noir en mémoire d'Anja Lukić, une jeune manifestante décédée après avoir été renversée par un véhicule de police à Belgrade. Interrogé en conférence de presse, il ne se défile pas : « Ce qui s'est passé à Novi Sad, puis à Belgrade, ce n'est pas un accident. C'est une grande défaite pour la société serbe. Je veux que mes enfants grandissent dans une Serbie meilleure. Une Serbie où les jeunes ne fuient plus le pays, mais où ils veulent revenir. »

Un discours qui dérange

Dans un pays où les grandes figures publiques se tiennent généralement à distance de la politique, surtout lorsqu'elle implique une critique frontale du régime, ces déclarations font l'effet d'une bombe. En mars 2025, alors que la contestation ne faiblit pas, Djokovic publie une photo de lui portant un sweat-shirt sur lequel est écrit : students are champions. Il qualifie la manifestation du 17 mars, qui réunit plus de 200 000 personnes à Belgrade, de « magnifique et historique ». C'en est trop pour le pouvoir. Le président Aleksandar Vučić, jusque-là discret sur les prises de position du joueur, lance une contre-offensive médiatique. La machine de la presse pro-gouvernementale s'active : éditoriaux incendiaires, commentaires haineux, insinuations sur de prétendues connexions de Djokovic avec des ONG étrangères et des mouvements de subversion. Certains titres vont jusqu'à parler d'une « révolution de couleur » téléguidée depuis l'étranger, avec Djokovic comme marionnette.

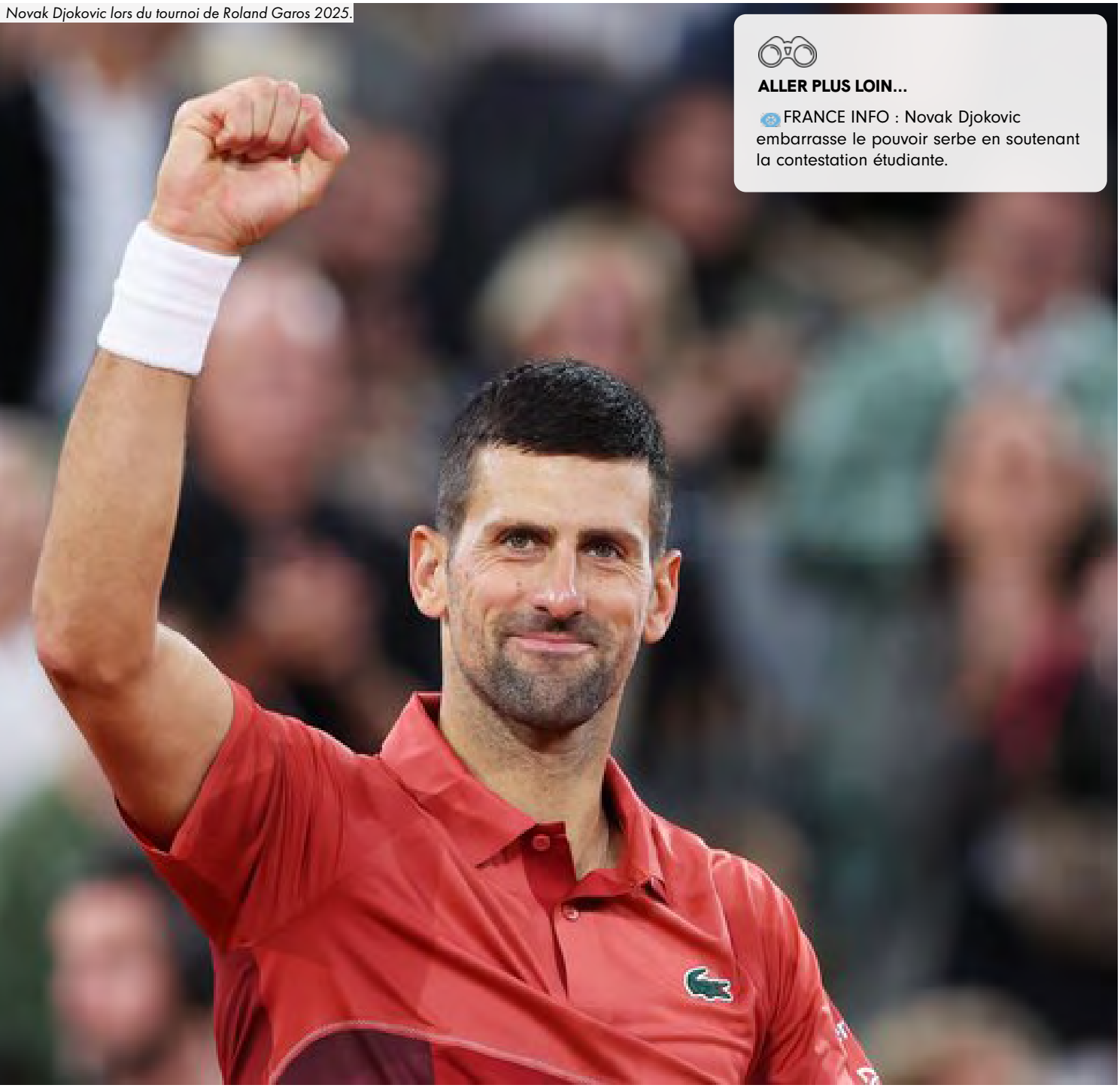
L'ancien favori du régime devient persona non grata. Lors d'une cérémonie officielle en avril, le président lit une lettre d'un enfant adressée à ses héros sportifs. Le nom de Djokovic, initialement présent dans la version manuscrite de la lettre, est remplacé par celui de Nikola Jokić, la star NBA. Le message est clair : Djokovic est rayé du récit national.

Ce qui irrite particulièrement le pouvoir, c'est que Djokovic n'est pas un opposant traditionnel. Ce n'est pas un politicien, ni un militant professionnel. Il est difficile à discréditer, et sa popularité reste énorme dans toutes les couches de la population. Le régime se retrouve face à un problème inédit : une icône incontestable qui refuse de se taire et qui parle avec la voix du peuple, notamment de sa jeunesse. Jusqu'ici, Novak Djokovic avait souvent été vu comme un allié implicite du gouvernement. Il avait été décoré par Vučić, invité à de nombreuses réceptions, et soutenu pour ses choix controversés pendant la pandémie. Mais cette proximité s'est volatilisée face à ce qu'il considère désormais comme un devoir moral : ne pas détourner les yeux. Lors d'une interview donnée au média indépendant serbe N1 en mai, Djokovic clarifie sa position : « Je n'ai pas de parti politique. Je ne cherche pas le pouvoir. Mais je refuse d'être complice du silence. Ce pays m'a tout donné, et je veux le voir aller mieux. »

Paradoxalement, les attaques du régime n'ont fait que renforcer la stature de Djokovic auprès des manifestants. Dans les cortèges, on scande son nom, on brandit des pancartes à son effigie, et le slogan « Students are champions » est devenu un mot d'ordre. Plus encore, son implication a contribué à internationaliser la crise. Des médias du monde entier, qui suivaient jusqu'alors peu la situation politique en Serbie, ont commencé à relayer l'affaire. Le New York Times, Le Monde, la BBC ont tous publié des articles sur la transformation de Djokovic en dissident malgré lui.

Djokovic, à 38 ans, est peut-être proche de la fin de sa carrière sportive après sa défaite en demi-finale à Roland Garros face à Jannick Sinner. Mais il entre, malgré lui, dans une autre arène : celle de la conscience collective serbe. Pour le régime de Vučić, le problème n'est plus seulement un joueur, mais ce qu'il incarne : une génération qui ne craint plus de parler, qui demande des comptes, et qui refuse que le silence soit la norme. Son avenir en Serbie est incertain. Sera-t-il interdit d'événements publics ? Perdra-t-il ses soutiens institutionnels ? Il est probable. Mais une chose est sûre : Novak Djokovic a quitté le terrain des records pour rejoindre celui, plus dangereux mais peut-être plus fondamental, des idées. ◆

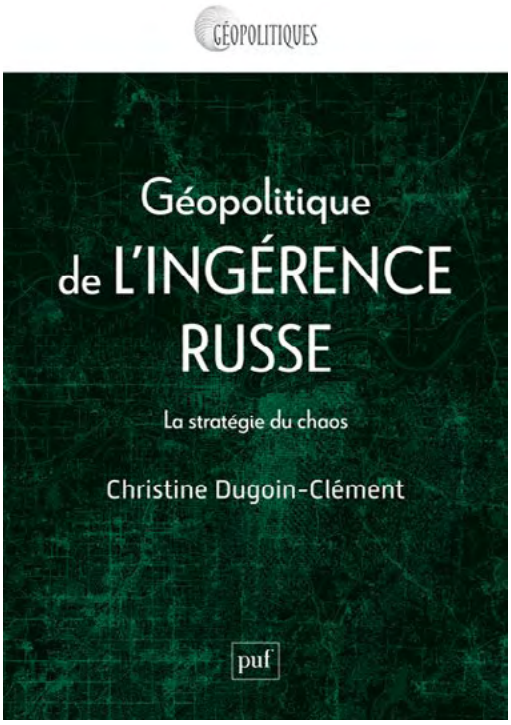
Novak Djokovic lors du tournoi de Roland Garos 2025.



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INFO : Novak Djokovic embarrasse le pouvoir serbe en soutenant la contestation étudiante.

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI



Bien avant l'invasion de février 2022, le conflit faisait déjà rage sur le territoire ukrainien. Cette guerre démarrait dès 2014, alors que le Kremlin usait du « déni plausible » pour nier son implication dans un affrontement polymorphe qui peinait à dire son nom. Les observateurs étaient témoins d'un nombre croissant d'opérations d'ingérence - cyberattaques, fake news... - qui visaient, selon les besoins, les populations ukrainiennes civiles et militaires, mais aussi les populations et institutions occidentales, afin de semer le doute, d'influencer et de polariser les opinions. Christine Dugoin Clément analyse l'éventail des techniques d'ingérence offertes par les nouvelles technologies, IA et réseaux sociaux en tête, ainsi que leurs diverses applications par la Russie à travers le monde. Des deepfakes aux campagnes de désinformation en Afrique en passant par les opérations de déstabilisation contre l'Europe et ses alliés, cet ouvrage nous plonge dans cette guerre hybride qui ne fait que commencer.

Après plusieurs années de conflit, des centaines de milliers de morts, un « accord » est trouvé dans la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, qui gèle *de facto* le front et récompense l'agresseur en lui sacrifiant les territoires annexés. Mais qu'advient-il ensuite ?



Nous sommes en mars 2028. Les troupes russes s'emparent de la petite ville estonienne de Narva, franchissant la frontière d'un territoire protégé par l'OTAN : l'agression des pays baltes commence... L'Europe ne s'est pas suffisamment réarmée depuis la fin de la guerre en Ukraine, et la plupart des nations dotées d'une puissance militaire significative ont désormais à leur tête des chefs d'État nationalistes. L'article 5 de l'OTAN, qui prévoit de venir en aide à l'un de ses membres s'il est attaqué, va-t-il s'appliquer ? L'Alliance prendra-t-elle le risque d'une guerre totale, alors que la diplomatie russe joue l'apaisement tout en brandissant la menace nucléaire ?

Deuxième choc : un sous-marin russe se dirige vers l'île Hans, située entre le Canada et le Groënland, pour y établir une base stratégique. L'affrontement paraît inévitable...

Nous avons pris l'habitude de nous dire que ces histoires d'anticipation finissent toujours bien. Et si, cette fois-ci, ce n'était pas le cas ?

Les « jeux de guerre » sont utilisés depuis longtemps par les armées du monde entier, manipulant des outils de prédictibilité sophistiqués nourris par nos connaissances politiques, stratégiques, mais aussi sociales et économiques, afin d'éclairer un futur proche et de se prémunir contre le pire. Le professeur et expert militaire Carlo Masala déroule ici un scénario implacable pour mettre en lumière les risques majeurs et immédiats qui guettent nos sociétés occidentales.

Immense succès en Allemagne et en cours de traduction dans toute l'Europe, La guerre, d'après est un essai de géopolitique-fiction fascinant, qui se lit comme l'avertissement ultime face à notre inaction collective. ◆



1. Un retour du bagne en Guyane ?
2. Le processus de paix en Nouvelle-Calédonie au point mort
3. Perrier, un scandale d'Etat ?
4. Une TVA « sociale » pour sauver la Sécu ?
5. Le Festival de Cannes, du tapis rouge aux réseaux sociaux

Vincent BIENSTMAN



Gérald Darmanin pendant son discours à Saint-Laurent-du-Maroni

UN RETOUR DU BAGNE EN GUYANE ?

Lors de son déplacement en Guyane à la mi-mai, Gérald Darmanin, ministre de la Justice, a annoncé l'intégration d'un quartier de haute sécurité dans le projet de nouvelle prison, dont l'ouverture est prévue pour 2028. Cette annonce a suscité de vives critiques au sein de la population locale, qui y voit un retour du bagne, lorsque le territoire servait de lieu de relégation pour les condamnés métropolitains. Cette déclaration intervient dans un climat politique marqué par une surenchère à droite, notamment avec l'élection du Président du parti Les Républicains, finalement remportée par Bruno Retailleau. Ce dernier, désormais ministre de l'Intérieur, a été critiqué pour des prises de position jugées stigmatisantes à l'égard des musulmans, en particulier après la publication du rapport sur l'influence des Frères musulmans, commandé par l'Élysée.

Une proposition rapidement dénoncée

Gérald Darmanin a informé de la création d'un quartier de haute sécurité dans la future prison de Saint-Laurent-du-Maroni, située à l'ouest du département, face au pays voisin, le Suriname. Selon le ministre de la Justice, l'objectif est d'isoler les criminels les plus dangereux du narcotrafic afin de les empêcher de poursuivre leurs activités depuis l'intérieur de la prison. Parmi les 495 places prévues, 60 seraient réservées aux chefs de réseaux de stupéfiants, tandis que 15 places seraient

destinées aux islamistes condamnés pour terrorisme djihadiste. Cette prison deviendrait ainsi le troisième établissement de haute sécurité en France. Le permis de construire, estimé à 400 millions d'euros, devrait être signé rapidement par le préfet, bien que le projet initial visait avant tout à accueillir des détenus locaux pour désengorger la prison existante, qui comprend 1 080 détenus pour seulement 616 places. La Guyane reste le département le plus criminogène de France, avec un taux de 20,6 homicides pour 100 000 habitants en 2023, contre 1,5 au niveau national.

Face aux critiques, le ministre a tenu à préciser que les criminels visés proviendraient essentiellement des Antilles et de la Guyane, évoquant la présence de 49 narco-bandits extrêmement dangereux dans ces territoires. De plus, il n'a plus mentionné les profils djihadistes, qui ne seraient pas issus de la région. Cette annonce a suscité l'inquiétude des élus locaux, qui redoutent une perte de soutien de la population pour le projet de cité judiciaire de Saint-Laurent-du-Maroni, initialement validé en 2017 dans le cadre d'un plan d'urgence de 25 mesures pour 1,1 milliard d'euros à la suite de plus de deux mois de lutte sociale, destiné à améliorer la sécurité, l'éducation, la santé et l'économie. Ceci afin de désenclaver les communes et de mieux reconnaître les peuples autochtones en leur promettant également la restitution de 400 000 hectares aux communautés Amérindiennes et Bushinenge, toujours en attente d'application à l'heure actuelle, alors que l'État détient 94 % du territoire guyanais.

Les élus locaux s'opposent vivement à la transformation du projet, qui viserait à accueillir les détenus les plus dangereux de France, rappelant ainsi le bagne guyanais instauré sous le Second Empire en 1852. À l'époque, ce système servait à éloigner criminels et opposants politiques de la métropole, dans un contexte où l'abolition de l'esclavage en 1848 compliquait la recherche de main-d'œuvre. Le bagne a été officiellement aboli en 1946, et le dernier bagnard l'a quitté en 1953. Le choix de Saint-Laurent-du-Maroni accentue ce parallèle historique. Aujourd'hui, cette ville est un carrefour stratégique du trafic de drogues, avec des passeurs en provenance du Brésil et une importante circulation de cocaïne en provenance du Suriname, situé de l'autre côté du fleuve Maroni. Saint-Laurent-du-Maroni était également le port d'entrée des bagnards, débarqués depuis la métropole pour être relégués en Guyane, un territoire marqué par la souffrance, où les conditions de vie étaient extrêmement rudes : privation, travail forcé, violences et discipline brutale.

Une surenchère à droite

Ce type de proposition n'est pas nouveau. Déjà en 2014, Nicolas Dupont-Aignan avait suggéré d'envoyer les djihadistes en détention en Guyane. Aujourd'hui, la droite est engagée dans une surenchère sécuritaire, multipliant les propositions pour séduire une partie de l'électorat attiré par le Rassemblement national. Lors de la bataille pour la présidence du parti Les Républicains, finalement remportée par Bruno Retailleau avec 74,3 % des voix, une controverse a éclaté autour de Laurent Wauquiez. Celui-ci proposait de déporter les étrangers dangereux sous OQTF (Obligation de quitter le territoire français) sur l'île de Saint-Pierre-et-Miquelon, située dans l'Atlantique Nord.

En effet, Laurent Wauquiez a dénoncé la limite de 90 jours imposée à la rétention administrative des étrangers sous OQTF, estimant que cette contrainte permet à certains de rester en France malgré leur expulsion prévue. Son objectif serait d'exercer une pression accrue sur ces individus afin qu'ils acceptent de repartir volontairement vers leur pays d'origine, car sinon ils seraient bloqués à la douane s'ils tentaient de revenir en métropole, puisque Saint-Pierre-et-Miquelon ne fait pas partie de l'espace Schengen et connaît un climat rigoureux, marqué par de basses températures, des pluies fréquentes et des chutes de neige. Cette approche s'inspirerait du modèle australien, qui envoie certains migrants illégaux sur l'île de Nauru, un atoll isolé du Pacifique. Cependant, la proposition a rapidement suscité une vague d'indignation parmi plusieurs responsables politiques, dont Manuel Valls, l'actuel ministre des Outre-mer. Celui-ci a fermement rappelé que Saint-Pierre-et-Miquelon est une partie intégrante de la France, et qu'il ne saurait être réduit à un centre de rétention ou une prison à ciel ouvert. Il a également insisté sur le fait qu'aucun territoire français ne mérite d'être traité comme une zone de relégation, affirmant avec force que le bagne de Cayenne appartient au passé.

Bruno Retailleau n'est pas resté

L'ancien bagne de Saint-Laurent-du-Maroni appelé le camp de la transportation.



à l'écart du débat en cherchant à s'appuyer sur un rapport sur l'influence des Frères musulmans en France, commandé un an plus tôt par Gérald Darmanin, alors ministre de l'Intérieur. Présenté le 21 mai lors d'un Conseil de défense et de sécurité nationale, ce document n'a finalement débouché sur aucune mesure concrète, révélant des divergences entre le gouvernement et le président de la République. Le ministre de l'Intérieur envisageait d'en faire un levier stratégique pour cibler l'islam et l'islamisme dans le débat politique. Ce rapport aurait été largement influencé par les Émirats arabes unis, qui mènent une campagne active contre la confrérie. Il s'appuie notamment sur les travaux controversés de la chercheuse Florence Bergeaud-Blackler, financés en partie par le milliardaire Pierre-Edouard Stérin, dont l'objectif est de promouvoir des valeurs conservatrices dans l'espace public.

Le journal le Figaro a révélé une fuite du rapport sur l'influence des Frères musulmans en France, en proposant une lecture alarmiste, renforcée par les déclarations de Bruno Retailleau. Celui-ci a affirmé que la confrérie chercherait à imposer la charia sur l'ensemble du territoire, notamment à l'occasion des élections municipales de 2026, en favorisant un islamisme municipal. Toutefois, le rapport ne contient aucune révélation majeure sur ce sujet. Fondée en 1928, la confrérie a connu une expansion jusqu'aux printemps arabes de 2011, qui ont conduit les Frères musulmans à intégrer les gouvernements en Égypte, Tunisie et Maroc. Cependant, les années suivantes ont marqué un recul de leur influence, ces États ayant activement combattu leur présence politique. Leur affaiblissement est aujourd'hui notable au Moyen-Orient, à l'exception de la Turquie, où le Président continue de les soutenir.

En France, le rapport cible particulièrement Musulmans de France, héritière de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui compte actuellement 139 lieux de culte, soit 7% des établissements musulmans du pays. Par ailleurs, le nombre de membres réellement affiliés à la confrérie est estimé entre 400 et 1 000 personnes sur l'ensemble du territoire, ce qui traduit une influence très limitée. Ainsi, malgré les tentatives d'instrumentalisation politique, le rapport est positif car il confirme que les Frères musulmans sont en net déclin en France. ◆



Bruno Retailleau annonce la présentation du rapport sur les Frères musulmans

LE PROCESSUS DE PAIX EN NOUVELLE-CALÉDONIE AU POINT MORT

Un an après les violents affrontements de mai 2024, la Nouvelle-Calédonie se trouve à un tournant décisif : déterminer l'avenir du territoire et la nature des liens qu'il souhaite entretenir, ou non, avec la France. Les émeutes avaient éclaté à la suite du rejet, par les indépendantistes, d'un projet de loi visant à élargir le corps électoral pour les scrutins locaux, un dispositif gelé depuis les accords de Nouméa de 1998. Le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, a tenté de relancer le dialogue, mais les négociations sont aujourd'hui dans l'impasse, notamment en raison du refus des loyalistes et de leur proposition de partition du territoire. En visite sur l'île, Marine Le Pen a suggéré de prioriser une relance économique avant de régler les problèmes politiques. Toutefois, les divergences entre les camps semblent trop profondes pour permettre une issue rapide.

Des violences inédites

À Nouméa, le 13 mai 2024, des violences d'une intensité inédite, depuis que l'île est devenue française ont éclaté, marquant le début d'une crise majeure. Près de 200 incendies et des dizaines de barrages ont paralysé la ville, avec un lourd bilan de douze morts. Les dégâts matériels ont été estimés à 2 milliards d'euros, la perte de 10% du Produit intérieur brut (PIB) calédonien, et un tiers des salariés se sont retrouvés au chômage, tandis que la crise économique liée à la production de nickel s'est encore aggravée. Face à l'ampleur des événements, les autorités ont instauré un couvre-feu, suivi de la déclaration de l'état d'urgence par le président de la République le 15 mai, accompagné de l'envoi de renforts de gendarmerie. Bien que le chef de l'État ait affirmé qu'il ne forcerait pas l'adoption de la réforme du corps électoral, il avait surpris en évoquant la possibilité de soumettre le projet à un référendum national, une déclaration que Manuel Valls avait qualifiée de faute politique et historique. La Nouvelle-Calédonie s'est alors enfoncée dans une crise politique et sociale profonde.

Un an plus tard, les tentatives de relance du dialogue sont restées vaines. La revendication d'autodétermination du peuple Kanak demeure intacte, tandis que les loyalistes persistent dans un refus catégorique de tout compromis. Lors des dernières élections législatives, les indépendantistes ont enregistré une nette progression, marquée par l'élection d'Emmanuel Tjibaou (premier député indépendantiste depuis 1986) qui a rejoint les rangs du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Face à une crise d'une gravité exceptionnelle, le Premier ministre de l'époque, Michel Barnier, avait décidé de reporter les élections provinciales calédoniennes à la fin de l'année 2025, dans l'espoir de calmer les tensions. Ce scrutin s'annonce désormais comme une échéance cruciale pour l'avenir institutionnel du territoire.

Avec la nomination d'un nouveau gouvernement en novembre, les négociations avaient repris, permettant de lever les derniers blocages routiers, présents depuis plus de cinq mois. Le gouvernement collégial calédonien avait ensuite présenté un plan de sauvegarde et de reconstruction, ce qui avait permis de mettre fin au couvre-feu en vigueur depuis le 13 mai. Le nouveau ministre des Outre-mer, Manuel Valls, avait relancé les discussions entre l'État et six délégations représentant les principales forces politiques calédoniennes, en proposant d'ouvrir le dialogue sur un nouveau statut du territoire et sur la question de sa souveraineté. Ces échanges ont permis d'engager des négociations institutionnelles, accompagnées de la mise en place d'un prêt garanti par l'État, pouvant atteindre un milliard d'euros pour l'année 2025. Toutefois, l'absence de consensus, en particulier en raison du blocage des élus loyalistes, a empêché la conclusion d'un accord final, replongeant la Nouvelle-Calédonie dans une incertitude persistante quant à son futur statut.

Aux origines de la crise

Signé en 1998 par l'État, ainsi que par les partis indépendantistes et loyalistes, l'accord de Nouméa visait à garantir une meilleure représentativité du peuple Kanak lors des élections provinciales, contribuant ainsi à apaiser les tensions. Il a instauré une liste électorale spéciale, réservée aux habitants et à leurs descendants résidant en

Manuel Valls face à des Calédoniens loyalistes



Nouvelle-Calédonie depuis plus de dix ans avant 1998. Cette liste, gelée en 2007, devait servir de base pour déterminer l'avenir institutionnel du territoire. En 2024, un projet de réforme constitutionnelle a été présenté sans consultation préalable des indépendantistes. Il prévoyait d'ouvrir l'inscription à des résidents arrivés après 1998, soit environ 25 000 personnes, majoritairement originaires de métropole. Ce dégel du corps électoral a suscité de vives inquiétudes chez les Kanaks, qui craignent une perte d'influence politique, car ils représentent 63 % des inscrits sur la liste spéciale, mais seulement 41 % de la population totale actuelle.

Un autre enjeu majeur réside dans la persistance des inégalités sociales, avec près de 70 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté appartenant à la communauté Kanak, selon l'Institut de la statistique et des études économiques (ISEE) de Nouvelle-Calédonie. Les Kanaks sont également plus touchés par le chômage et disposent, en moyenne, de niveaux de diplôme inférieurs, ce qui complique leur insertion sur le marché du travail. Bien que leur niveau d'éducation progresse, la part de personnes sans diplôme étant passée de 56 % en 1996 à 32 % aujourd'hui, leur taux d'emploi reste inférieur à celui des autres communautés (51,8 % contre 63,4 %), en partie en raison de la prégnance du travail informel dans le mode de vie coutumier. La situation économique s'est encore détériorée depuis les violences de 2024, avec une contraction du PIB et de l'emploi notamment dans le secteur privé. La fermeture d'une des trois usines de nickel de l'archipel a aggravé la crise, tandis que les deux sites restants, déficitaires et lourdement endettés, peinent à atteindre leur pleine capacité de production. Ressource stratégique pour l'économie calédonienne, le nickel représente 20 % des emplois du secteur privé et 94 % des exportations, mais la filière locale souffre d'un manque de compétitivité croissant face à la concurrence, notamment indonésienne.

À l'approche de l'anniversaire de l'insurrection, de nombreux appels au calme ont été lancés par le camp indépendantiste. Pourtant, les tensions restent vives dans l'agglomération du Grand Nouméa, où les inégalités sont particulièrement marquées entre un centre-ville européen aisé et des quartiers populaires, majoritairement kanaks. Dans ces zones, de nombreux jeunes, confrontés à un manque de perspectives, alimentent un climat de frustration et d'instabilité. Aucun plan d'action spécifique n'a été mis en place pour cette jeunesse, alors même que les difficultés sociales devraient s'aggraver à partir de juin, avec l'arrêt des aides aux chômeurs, la poursuite des pertes d'emploi et l'aggravation de la crise du nickel. Sans un soutien prolongé de l'État et en l'absence d'un accord politique, l'économie calédonienne risque de s'enfoncer davantage dans la récession.

Une impasse politique ?

Du côté des loyalistes, les anciens groupes de voisins vigilants, désormais réunis au sein du Collectif de résistance citoyenne, se préparent à une éventuelle résurgence de la violence. Ils se sont montrés particulièrement virulents à l'égard de Manuel Valls, qualifié d'« ennemi de la Calédonie française » par Philippe Blaise, bras droit de Sonia Backès, cheffe de file des Loyalistes. Leur projet de partition du territoire entre Européens et Kanaks, jugé inconstitutionnel, cristallise les tensions. En parallèle, certains indépendantistes défendent l'idée d'une souveraineté partagée avec la France, une voie qui permettrait de concilier les aspirations du peuple Kanak avec les intérêts de ceux souhaitant rester au sein de la France.

À la fin du mois de mai, Marine Le Pen s'est rendue en Nouvelle-Calédonie pour plaider en faveur d'un « plan Marshall » axé sur la relance économique, plutôt que sur des réformes institutionnelles immédiates. Elle a notamment évoqué le développement d'une base militaire renforcée dans cette région stratégique du Pacifique. Elle a également critiqué la gestion de la crise par Manuel Valls et les décisions gouvernementales prises après les trois référendums sur l'indépendance, tous conclus par un refus, mais le dernier a eu lieu en pleine pandémie de Covid-19. Marine Le Pen s'est dite favorable à une nouvelle consultation, mais dans un délai de quarante ans, une proposition qui a suscité de vives réactions, notamment parmi les loyalistes, car certains refusent désormais tout compromis avec les indépendantistes. De son côté, Emmanuel Macron devrait tenter, dans les semaines à venir, de relancer les négociations. La libération de Christian Tein, le leader indépendantiste qui était incarcéré en métropole depuis un an, peut être comprise comme un geste d'apaisement, même si sa libération provient d'une décision de la Cour d'appel de Paris. Toutefois, les positions du Chef de l'Etat, perçues comme proches des loyalistes pourraient accentuer les crispations du camp indépendantiste. ◆



Christian Tein, le président du FLNKS



Perrier, une production en sursis

PERRIER, UN SCANDALE D'ETAT ?

De nouvelles contaminations ont été détectées en mars et en avril sur le site de production de Perrier, à Vergèze, dans le Gard, propriété du groupe suisse Nestlé. Selon les révélations de l'Inspection générale des affaires sociales, ces problèmes sanitaires seraient présents depuis plusieurs mois. L'Agence régionale de santé (ARS) avait recommandé la fermeture du site, mais l'Élysée a préféré autoriser la mise en place de systèmes de traitement pourtant interdits pour les eaux dites « naturelles », invoquant la nécessité de préserver l'emploi et l'économie locale dans une région fortement touchée par le chômage. Aujourd'hui, la pérennité du site est sérieusement remise en cause, les épisodes de pollution se multipliant et rendant parfois l'eau impropre à la consommation.

Des sources polluées

Les eaux minérales, censées être naturelles ou de source, continuent de susciter des inquiétudes pour Nestlé, propriétaire de la marque Perrier depuis 1992, alors que les scandales sanitaires se multiplient ces dernières années. Malgré ces controverses, le groupe suisse ne semble pas avoir de problèmes financiers grâce à ses différentes marques emblématiques telles que Nescafé, Nespresso, KitKat, Maggi ou Purina, Nestlé a enregistré une hausse de 2,3 % de son chiffre d'affaires en 2024, atteignant 24 milliards d'euros, consolidant ainsi sa position de leader mondial de l'agroalimentaire. Il est vrai que l'activité liée aux eaux représente la plus petite part de ses revenus, avec 3,4 milliards d'euros, soit seulement 3,5 % du chiffre d'affaires total. Toutefois, des marques comme San Pellegrino, Vittel ou Perrier conservent une forte valeur symbolique et un poids économique important à l'échelle locale.

Depuis début 2024, les marques Vittel et San Pellegrino sont mises en cause pour l'utilisation de traitements interdits visant à compenser la dégradation de la qualité de leurs sources, pour des eaux qualifiées de « naturelles ». En avril 2024, Nestlé avait déjà dû détruire deux millions de bouteilles de Perrier en raison de la présence de bactéries d'origine fécale, un incident alors attribué à des pluies exceptionnelles. Toutefois, le problème s'est reproduit à trois reprises entre mars et avril 2025. Cette fois, l'entreprise a évoqué une anomalie liée à une intervention technique. Le site de Vergèze est particulièrement concerné. Début avril, des hydrogéologues mandatés par l'État ont confirmé la perte de pureté des forages, et les contrôles de l'ARS du 10 avril ont révélé des non-conformités bactériologiques sur les lignes d'embouteillage et sur certains forages. L'agence a donc émis un avis défavorable à la commercialisation sous l'appellation « eau minérale naturelle », en raison des traitements appliqués, normalement interdits pour ce type d'eau. Nestlé a reconnu ces pratiques et a accepté de verser une amende de 2 millions d'euros pour éviter des poursuites judiciaires.

En effet, l'entreprise a pendant plusieurs années eu recours à des traitements interdits, tels que les filtres UV,

les charbons actifs ou encore la microfiltration, pour faire face à des contaminations bactériennes ou chimiques sur ses sites de Vergèze et des Vosges, où sont captées les eaux d'Hépar, de Contrex et de Vittel. Dès janvier 2023, l'ARS avait recommandé la suspension de l'autorisation d'exploitation du site de Perrier. Pourtant, l'Élysée avait autorisé la poursuite de la commercialisation, malgré les alertes sanitaires et l'usage de procédés non conformes à la réglementation. Ces traitements, bien qu'ayant pour but de garantir la qualité de l'eau, ne permettent pas d'éliminer totalement les risques, car certaines bactéries et virus peuvent passer à travers les filtres. Ce danger était connu du gouvernement depuis 2022, comme l'avait révélé un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales.

La commission d'enquête sénatoriale chargée de faire la lumière sur cette affaire a convoqué Alexis Kohler, ancien secrétaire général de la présidence de la République, afin d'éclaircir son rôle dans les échanges avec Nestlé, notamment dans le cadre du lobbying exercé par le groupe pour maintenir ses activités. Des courriels et des rencontres avec le directeur général de Nestlé, Mark Schneider, entre le sommet Choose France du 11 juillet 2022 au château de Versailles et la fin de l'année 2024, ont été mis en évidence. Toutefois, Alexis Kohler a refusé de se présenter devant la commission, s'exposant théoriquement à une peine de deux ans d'emprisonnement et 7500 euros d'amende selon l'ordonnance de 1958. Le tribunal de Paris a néanmoins rejeté les poursuites demandées à son encontre par Éric Coquerel, président de la Commission des finances (La France Insoumise). Nestlé n'est pas la seule entreprise concernée, le groupe Sources Alma, propriétaire notamment des marques Cristaline et Saint-Yorre, fait également l'objet d'une information judiciaire pour tromperie, en raison de pratiques similaires.

Une économie locale en sursis

Début 2024, Nestlé a lancé une nouvelle marque baptisée Maison Perrier, proposant une gamme de boissons aromatisées qualifiées d'« eaux gazeuses créatives », sans la mention d'« eau minérale naturelle ». Cette absence d'appellation permet à l'entreprise d'appliquer des traitements et procédés de désinfection sur l'eau extraite du puits de Vergèze. Parallèlement, Nestlé semble envisager un désengagement au moins partiel, en recherchant un partenaire, comme cela avait été le cas après le scandale des pizzas Buitoni contaminées en 2022, afin de ne plus assumer seule la gestion de ces difficultés.

Cette stratégie suscite de vives inquiétudes à Vergèze, commune de 5000 habitants située entre Nîmes et Montpellier, dont l'économie repose largement sur l'usine Perrier, implantée depuis plus de 160 ans et employant près de 1000 personnes. Des élus locaux, tels que Françoise Laurent-Perrigot, présidente du conseil départemental, et Pascale Fortunat-Deschamps, maire de Vergèze, ont alerté le préfet sur les conséquences socio-économiques, potentiellement désastreuses pour le territoire. Le site a déjà connu une forte réduction de ses effectifs depuis la fin du XXe siècle, époque à laquelle Perrier était le premier employeur du département avec près de 3000 salariés. Au-delà de son activité industrielle, le site constitue également un pôle touristique, avec environ 8000 visiteurs annuels au Musée Perrier et fait partie intégrante du patrimoine historique de la commune.

Dans les années 2000, le site assurait jusqu'à 75 % des recettes fiscales de la commune de Vergèze, principalement via une taxe de 0,70 euro par hectolitre d'eau vendue. Cette contribution, qui s'élevait à 2,5 millions d'euros en 2015, a chuté à 360 000 euros en 2024, à la suite de la fermeture de deux forages et d'une forte baisse de la production. Grâce à ces ressources, la commune a pu financer de nombreuses infrastructures, deux stades, le complexe de football Perrier, plusieurs gymnases, une piste d'athlétisme, un ciné-théâtre et plusieurs parcs. Aujourd'hui, la menace de fermeture ou de revente du site suscite une vive inquiétude parmi les habitants, dont beaucoup ont un proche employé par l'usine. À cela, s'ajoute une crainte croissante concernant la qualité de l'eau du robinet, potentiellement contaminée avec des sources polluées depuis plusieurs mois, sans que la population n'en ait été informée. Ce scandale met en lumière une crise environnementale majeure, marquée par un manque de transparence des autorités, tant locales que nationales.

◆



Le musée Perrier

UNE TVA « SOCIALE » POUR SAUVER LA SÉCU ?

Créée en 1945 dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, la Sécurité sociale joue un rôle économique et social central en France, avec des dépenses de protection sociale atteignant 849 milliards d'euros, soit 32 % du produit intérieur brut. Toutefois, son financement suscite de vives inquiétudes avec un déficit prévu pour 2025 de 22,1 milliards d'euros, contre 15,3 milliards en 2024. Pour tenter de redresser les comptes, plusieurs pistes sont à l'étude, notamment une hausse de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), évoquée par Emmanuel Macron ou une réduction de la prise en charge des affections de longue durée, actuellement remboursées à 100 %. Ces mesures, qui visent à la fois les recettes et les dépenses, suscitent de vives critiques, en particulier de la part des syndicats, qui redoutent un impact négatif sur les travailleurs et la reprise en main de la protection sociale par l'État.

La proposition du Président relance le débat

Lors de son intervention sur TF1 le 13 mai, Emmanuel Macron a relancé le débat sur le financement de la protection sociale, appelant à l'organisation d'une conférence sociale réunissant les syndicats de salariés et les représentants du patronat. Il a proposé de faire davantage reposer ce financement sur la consommation plutôt que sur le travail, en réduisant les cotisations sociales sur les salaires. Cette déclaration a immédiatement ravivé le souvenir de la « TVA sociale », bien que le chef de l'État ait tout de suite rejeté cette appellation. Il a évoqué une possible hausse du taux de TVA qui permettrait de diminuer les cotisations patronales et salariales, arguant que les taxes sur la consommation restent relativement faibles en France. Une affirmation exacte, même si l'écart avec la moyenne européenne qui est de 21,7 %, reste très faible avec 1,7 point, car la France applique un taux standard de 20 %. Emmanuel Macron a précisé que le taux réduit de 5,5 % resterait inchangé pour les biens de première nécessité, il s'applique également aux livres et aux travaux de rénovation. Les autres taux,10 % pour la restauration et les transports, 2,1 % pour les médicaments et la presse, n'ont pas été évoqués.

L'idée de réduire les cotisations sociales est régulièrement défendue par les organisations patronales, qui estiment que les prélèvements obligatoires sur les salaires pénalisent la compétitivité des entreprises face à la concurrence internationale. Une baisse des cotisations pourrait, selon elles, permettre de réduire les prix à l'exportation. Toutefois, les effets attendus peuvent être limités si d'autres pays adoptent des mesures similaires ou si les entreprises choisissent plutôt d'augmenter leurs marges ou leurs investissements sans baisser leurs prix. Par ailleurs, dans les économies développées, la compétitivité repose davantage sur la qualité et l'innovation, plutôt que sur les seuls coûts de production.

Le Haut Conseil favorable

Début mars, le Premier ministre avait sollicité un rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale, ainsi que de deux autres comités d'experts, en vue d'élaborer des propositions pour le projet de loi de financement de la Sécurité sociale de 2026. Bien que moins élevé qu'anticipé, le déficit cumulé des branches de la Sécurité sociale (maladie, accidents du travail, famille, vieillesse) a atteint 15,3 milliards d'euros en 2024, et pourrait grimper à 22 milliards en 2025 selon les projections officielles.

Le rapport préconise plusieurs leviers d'action, notamment l'accroissement de la TVA, dont une partie des recettes est déjà affectée à la protection sociale. En 2024, l'assurance maladie a ainsi été financée à hauteur de plus de 20% par cette taxe, soit environ 48 milliards d'euros. Ce fléchage des recettes de TVA vers la Sécurité sociale débute pendant les années 1990, afin de compenser les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises dans un objectif de soutien à l'emploi, notamment pour les salaires les plus faibles.

La TVA offre plusieurs avantages,



Le Président lors de l'émission du 13 mai de TF1

elle n'a pas d'impact direct sur le coût du travail ni sur la compétitivité à l'exportation, les produits exportés en étant exonérés. C'est également un impôt à fort rendement, une hausse d'un point des différents taux pourrait générer près de 13 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an. Toutefois, une telle mesure pourrait entraîner une hausse des prix à la consommation, alimentant les revendications salariales et augmentant le coût du travail. Selon la direction du Trésor, une augmentation de la TVA équivalente à un point de PIB entraînerait une perte de croissance de 0,7 point à long terme. Par ailleurs, l'impact serait particulièrement lourd pour les ménages les plus modestes, une hausse de trois points du taux de TVA réduirait le pouvoir d'achat des 10 % les plus pauvres de 2,8 %, accentuant ainsi les inégalités sociales.

D'autres pistes peuvent être envisagées pour améliorer le financement de la protection sociale comme l'augmentation du taux d'emploi qui permettrait de stimuler l'activité économique et d'accroître les recettes fiscales. Le Haut Conseil propose également de mettre davantage à contribution les patrimoines, une option qu'Emmanuel Macron a jusqu'ici écartée, d'autant plus qu'il est à l'origine de la réforme de l'impôt sur la fortune et de l'instauration de la flat tax qui a réduit l'imposition sur les revenus du capital. Le rapport a aussi évoqué une possible évolution de certains dispositifs comme l'assurance-vie, le pacte Dutreil qui allège fortement l'imposition lors de la transmission d'entreprises familiales, ou l'augmentation des taxes sur les produits jugés nocifs, comme l'alcool, est également envisagée. Enfin, le rapport recommande de repenser les exonérations de cotisations sociales, qui représentent environ 80 milliards d'euros et sont presque entièrement compensées par l'État, contribuant ainsi de manière significative au déficit public.

Un risque politique

Le sujet du financement de la protection sociale reste hautement sensible sur le plan politique, comme l'a illustré l'expérience de Jean-Louis Borloo en juin 2007, alors ministre de l'Économie. Le soir du premier tour des élections législatives, il avait évoqué la possibilité d'une hausse de la TVA pour alléger les cotisations sociales, suscitant une vive réaction de l'opinion publique et des électeurs, ce qui avait contraint le gouvernement à temporiser. Aujourd'hui, l'entourage du Premier ministre affirme soutenir pleinement la proposition du président de la République. François Bayrou, de son côté, souhaite également ouvrir une concertation sur le financement de la protection sociale, dans la continuité de celle engagée sur les retraites, dont la conclusion est attendue prochainement.

Le patronat a accueilli favorablement les orientations de l'exécutif. Patrick Martin, président du Medef, appelle à repenser en profondeur le modèle de protection sociale, qu'il juge à bout de souffle et pénalisant pour la compétitivité des entreprises, tout en pesant sur les salaires nets. L'Union des entreprises de proximité soutient globalement la démarche, mais plaide pour la suppression de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), toutes deux prélevées sur les revenus d'activité. La CRDS, initialement prévue pour disparaître en 2024, a finalement été prolongée jusqu'en 2033. Destinée à résorber la dette de la Sécurité sociale, elle ne constitue pas une cotisation à proprement parler, puisqu'elle n'ouvre aucun droit en contrepartie.

La réaction des syndicats de salariés, notamment de la CGT, est nettement défavorable à une hausse de la TVA, perçue comme une mesure antisociale. Selon eux, cette taxe, payée par les consommateurs, se répercuterait sur les prix à la consommation, réduisant encore le pouvoir d'achat des salariés. Force ouvrière (FO) partage cette analyse, soulignant que la TVA est l'impôt le plus inégalitaire, pesant proportionnellement davantage sur les ménages les plus modestes. Les syndicats dénoncent également le fait que la TVA, en tant que ressource fiscale, est entièrement contrôlée par l'État, sans garantie qu'elle soit effectivement affectée à la compensation des pertes de recettes sociales liées à la baisse des cotisations.

Ils redoutent que l'État soit tenté de détourner une partie de ces recettes pour combler son propre déficit ou financer d'autres ministères en difficulté. Dans l'ensemble, les organisations syndicales restent attachées à un financement de la protection sociale fondé sur les cotisations, considérées comme un prolongement du salaire. Elles s'opposent à une fiscalisation accrue du système, qui risquerait de renforcer la mainmise de l'État sur la gestion de la protection sociale, comme cela a déjà été le cas pour l'assurance chômage, désormais pilotée par le gouvernement au motif que c'est lui qui lève l'impôt et qu'il doit donc décider de son usage. ◆

La hausse de TVA pourrait limiter la consommation des Français



LE FESTIVAL DE CANNES, DU TAPIS ROUGE AUX RÉSEAUX SOCIAUX

Comme chaque année, le Festival de Cannes s'est tenu lors de la deuxième quinzaine du mois de mai, mettant à l'honneur les acteurs du monde du cinéma, un secteur qui occupe une place singulière en France grâce aux dispositifs d'exception culturelle, obligeant notamment les plateformes numériques à financer des œuvres françaises. L'édition 2025 s'est distinguée par un palmarès résolument politique avec une palme d'or décernée à un réalisateur iranien dénonçant la répression politique dans son pays. Ce choix témoigne d'une attention croissante portée aux enjeux sociaux et aux luttes pour les libertés. Au-delà de sa dimension artistique, le Festival joue également un rôle économique majeur pour la région, générant une activité significative. Il s'ouvre aussi de plus en plus aux nouveaux médias, avec TikTok devenu un partenaire central de l'événement, illustrant l'évolution des modes de diffusion et de promotion du cinéma.

Un palmarès aux accents politiques

La présidente du jury, Juliette Binoche, accompagnée de neuf autres membres, a dévoilé le palmarès du 78eme Festival de Cannes, fondé en 1946. Cette édition s'est distinguée par une forte portée politique, notamment avec l'attribution de la Palme d'or au réalisateur iranien Jafar Panahi pour Un simple accident. Le film explore le dilemme moral d'anciens détenus iraniens confrontés à la tentation de se venger de leurs tortionnaires. Il constitue une dénonciation frontale du système répressif iranien, en écho direct au parcours personnel du cinéaste, emprisonné à deux reprises et contraint de tourner clandestinement ce long-métrage, au risque de représailles pour lui et sa famille. Condamné en 2010 à six ans de prison pour « propagande contre le régime » après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, Panahi a profité de la tribune cannoise pour adresser un message aux Iraniens, les appelant à « mettre de côté leurs différends pour conquérir la liberté », dans un pays où, selon lui, « personne n'ose dire ce qu'il faut porter ou faire ». C'est particulièrement le cas pour les femmes, avec par exemple la mort de Mahsa Amini en 2022, qui avait déclenché une vague de protestations menée par la jeunesse iranienne. Pour le reste, le Prix d'interprétation féminine est revenu à la Française Nadia Melliti pour son rôle dans La Petite Dernière de Hafsia Herzi, où elle incarne une étudiante en sport, musulmane, découvrant son homosexualité. Quant au Prix d'interprétation masculine, il a été attribué à Wagner Moura pour son rôle d'un professeur traqué sous une dictature militaire dans L'Agent secret.

En outre depuis 2013, des films réalisés par des femmes sont systématiquement sélectionnés au Festival de Cannes, marquant une volonté d'ouverture, bien que la parité reste encore lointaine. En 2023, la réalisatrice française Justine Triet est devenue la troisième femme à recevoir la Palme d'or, pour Anatomie d'une chute, après Jane Campion en 1993 et Julia Ducournau en 2021. L'édition 2024 avait vu le nombre de réalisatrices en compétition officielle chuter à quatre sur 22 cinéastes sélectionnés. Cette année, elles sont sept à concourir, une progression notable mais encore insuffisante. Sur l'ensemble des 141 films projetés lors de cette 78e édition, seuls 35, soit un sur quatre, sont réalisés par des femmes. Par ailleurs, la majorité des Palmes d'or continuent d'être attribuées à des œuvres européennes ou nord-américaines, et la diversité reste particulièrement faible du côté des interprètes masculins. Plusieurs associations, dont le Lab Femmes de cinéma et le collectif 50/50, ont publié une tribune pour alerter sur un climat négatif en matière d'inclusion dans le cinéma et l'audiovisuel. Elles pointent notamment le retour de Donald Trump au pouvoir et sa politique hostile à la discrimination positive, qui vise à corriger les inégalités systémiques subies par certaines personnes. Ce contexte international, jugé préoccupant, alimente la

Le réalisateur Jafar Panahi a remporté la palme d'or



crainte d'un effacement progressif des récits portés par des voix minoritaires et d'un retour à une vision plus uniforme du cinéma.

L'économie au centre du Festival

Le Festival de Cannes entraîne chaque année un afflux massif de visiteurs, avec environ 115 000 personnes accueillies sur les trois millions de touristes annuels, triplant ainsi temporairement la population de la ville. Cette affluence provoque une flambée des prix, notamment dans l'hôtellerie, où les tarifs augmentent en moyenne de 200 à 300 %. Les chambres trois et quatre étoiles oscillent entre 250 et 500 euros la nuit, tandis que les établissements les plus prestigieux peuvent atteindre près de 1000 euros.

Ces prix restent principalement accessibles à une clientèle internationale fortunée, notamment américaine, qui constitue la première clientèle des hôtels de luxe. L'ouverture de lignes aériennes directes entre Nice et plusieurs grandes villes nord-américaines comme New York, Philadelphie, Atlanta ou Montréal, a renforcé cette tendance, d'autant plus que le Festival accueille désormais davantage de films grand public. Les visiteurs d'autres nationalités doivent souvent se tourner vers des hébergements plus éloignés, ce qui profite également aux communes environnantes. En 2023, les retombées économiques directes et indirectes du Festival ont dépassé le milliard d'euros, dont 205 millions directement liés à l'événement.

Une place ambivalente des grands acteurs du numérique

En revanche, le Festival maintient une position stricte vis-à-vis des grandes plateformes de streaming comme Netflix ou Amazon, dont les productions restent exclues de la compétition officielle, malgré leur poids croissant dans l'industrie cinématographique. Cette rigueur ne s'applique toutefois pas aux réseaux sociaux : TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance, est partenaire officiel depuis plusieurs années. En 2025, plus de 25 influenceurs ont été invités à couvrir l'événement depuis la Croisette, les avant-premières ou les soirées, dont onze Français en partenariat officiel, comme Hugo Décrypte qui a plus de 6 millions d'abonnés. Leur mission est de faire vivre le Festival en direct à leurs communautés, dans une logique de promotion instantanée et virale. TikTok, qui revendique plus de 1,6 milliard d'utilisateurs dans le monde, dont près de 15 millions en France, devient ainsi un relais stratégique pour toucher un public jeune et international. Les modalités précises des contrats et rémunérations restent confidentielles, mais nombre de ces créateurs collabore également avec des marques pour produire des vidéos sponsorisées.

Selon TikTok, 75 % de ses utilisateurs affirment avoir eu envie de voir un film ou une série après en avoir entendu parler sur la plateforme. Ce pouvoir de prescription s'est illustré de manière spectaculaire en 2023 avec Le Consentement, adaptation du livre de Vanessa Springora, dans lequel l'autrice revient sur la relation abusive qu'elle a subie à 14 ans avec Gabriel Matzneff, alors âgé de 50 ans. Le film, réalisé par Vanessa Filho, a attiré plus de 600 000 spectateurs en salle, notamment un public jeune et féminin, largement mobilisé via TikTok. De nombreuses vidéos virales ont montré des spectateurs bouleversés à la sortie des séances, renforçant l'impact émotionnel du film.

Traditionnellement, les critiques professionnels orientent les choix du public, mais les réseaux sociaux privilégient une approche horizontale, où chacun partage ses impressions de manière spontanée. À Cannes, les influenceurs professionnels relayent en direct les temps forts du Festival, offrant une couverture instantanée et immersive. Cette visibilité permet aussi à TikTok de se positionner comme un espace de création : en partenariat avec le Festival, la plateforme a lancé un concours récompensant trois réalisateurs de vidéos de plus d'une minute. Sélectionnés parmi des dizaines de milliers de participants, les finalistes, choisis à la fois par le public et un jury professionnel, ont vu leurs œuvres projetées dans certains cinémas Pathé, en ouverture de films issus de la compétition officielle. Les liens entre TikTok et le cinéma français ne font que s'intensifier, ouvrant de nouvelles perspectives pour la diffusion et la création des œuvres. ◆

Une installation pour promouvoir Tiktok au Festival de Cannes



- *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine,* Serge Paugam. 2023

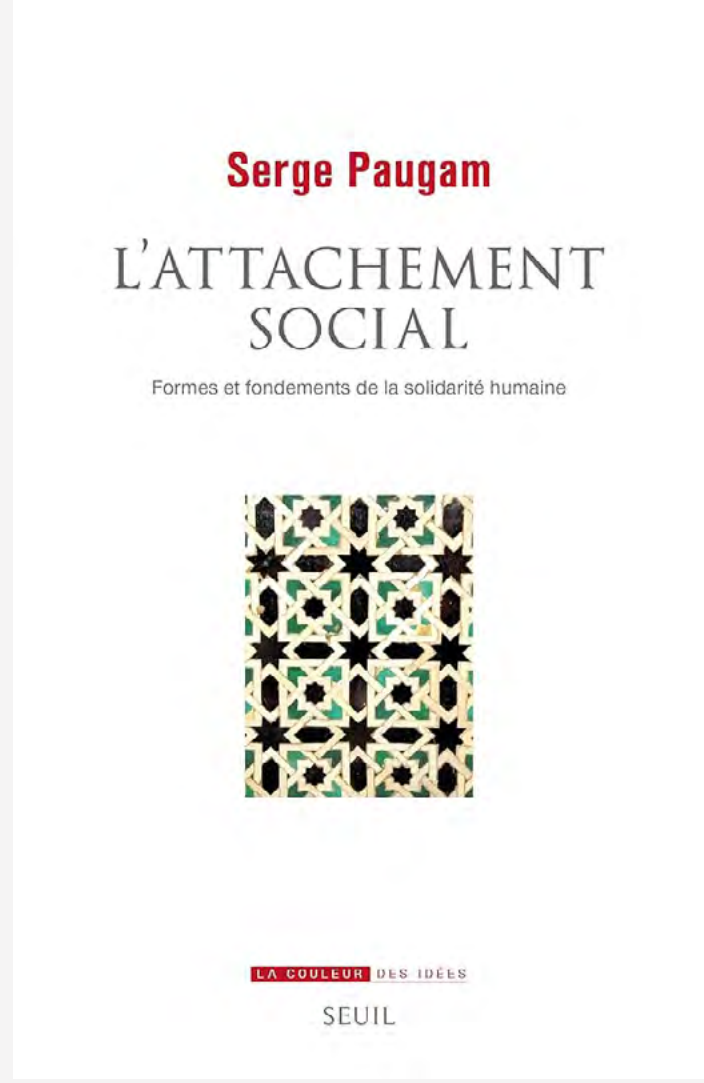
- *Délit de solidarité,* Myren Duval. 2021

Cyril HUNAULT



L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine

Serge Paugam
Paris, Le Seuil, 2023



Serge Paugam est un sociologue français né 1960 qui est à l'origine de la notion de disqualification sociale. Elle décrit la manière dont les individus sont marginalisés et exclus de la société. Ses recherches portent principalement sur la pauvreté, la précarité et les différentes formes du lien social.

Dans son ouvrage *L'attachement social* publié en 2023, Serge Paugam propose une actualisation de ses travaux, une synthèse de l'avancée des théories sur l'intégration et une comparaison des différentes solidarités au niveau international. Il cherche à comprendre cette situation au premier abord paradoxale, où l'individu tout en devenant de plus en plus autonome, dépend également davantage de la société. Pour y répondre, il utilise la notion d'attachement social qui assure à la fois la protection face aux aléas du quotidien (*compter sur*) et la reconnaissance de l'identité individuelle (*compter pour*). Celui-ci est normalement considéré comme positif car il est conçu comme un lien social qui rattache aux autres avec de la solidarité et de la sécurité, mais les cas examinés montrent aussi que certains liens, notamment familiaux, peuvent être oppressants pour les individus.

Paugam débute par un rappel des théories qui ont influencé ses travaux, notamment celle de l'attachement de John Bowlby, qui met en avant l'importance des liens affectifs pour le développement humain vers une indépendance réciproque des individus. Il intègre dans cette perspective des concepts sociologiques pour montrer qu'il existe trois manières de maintenir les liens : le contrôle social, l'habitus développé par Pierre Bourdieu et la mémoire collective mise en avant par Maurice Halbwachs. L'attachement social est essentiel pour le bien-être individuel mais aussi pour la cohésion de la société dans son ensemble. Ensuite, il reprend sa typologie des liens formulée notamment dans son ouvrage *Le lien social*, qui sont de quatre types : de **filiation** (entre parents et enfants), de **participation élective** (les relations sociales choisies : conjoints, amis), de **participation organique** (dans le monde professionnel : collègues, clients, usagers), de **citoyenneté** (membres d'une communauté politique). Ces différents liens permettent aux individus de concilier à la fois les aspirations à l'autonomie et les obligations collectives.

La seconde partie est consacrée à la question de la rupture des liens sociaux en prenant notamment comme exemple le chômage qui affecte le lien organique, mais aussi l'absence de domicile qui affecte quant à lui notamment le lien de citoyenneté. Cependant les risques de rupture dépendent énormément de la position sociale, il est ainsi beaucoup plus faible pour les individus ayant un niveau de diplôme plus important à l'inverse des personnes dans les milieux les plus défavorisés qui ont des liens plus fragiles, ce qui les rend plus vulnérables face aux difficultés économiques et sociales. Paugam définit ainsi quatre positions possibles pour les individus à partir du niveau de protection et de reconnaissance. La position la plus positive correspond aux liens qui libèrent, les pôles négatifs sont des liens qui fragilisent par manque de protection, des liens qui oppressent par manque de reconnaissance et une situation de rupture totale des liens. Sa célèbre notion de disqualification sociale est ainsi définie comme une perte de la protection et de la reconnaissance à cause de l'absence de liens sociaux.

La troisième partie de l'ouvrage se concentre sur les aspects positifs des liens sociaux qui constituent des ressources pour les individus afin d'améliorer leur reconnaissance et leur protection. De plus, ces liens peuvent être conquis et défendus par des revendications, comme avec l'exemple du mouvement des Gilets jaunes débuté en novembre 2018, ou dans les quartiers pauvres qui sont des espaces de ressources avec des liens familiaux, amicaux et communautaires.

La dernière partie du livre évalue les dynamiques sociales et les facteurs de fragilité des sociétés en se fondant sur des statistiques provenant de 34 pays, qui sont classés selon leurs résultats. Pour réaliser cette typologie Paugam s'appuie sur neuf indicateurs permettant de représenter ces liens, par exemple le lien de filiation est caractérisé par la part de 25-34 ans vivant avec leur père ou leur mère, le lien de participation élective par la part de membres actifs d'une association humanitaire dans la population, le lien de participation organique par la part des emplois couverts par une convention collective et le lien de citoyenneté par la part de confiance dans les autres individus. Il y ajoute différents indicateurs comme le PIB (Produit interieur brut), la part du secteur agricole dans l'économie du pays, la part d'individus en situation de pauvreté absolue, les inégalités de revenu et de genre, le taux de chômage ou encore le nombres d'accidents du travail.

Ainsi cela permet d'évaluer les institutions et les types de solidarité présents dans les différentes sociétés nationales. Il distingue grâce à cela **quatre régimes d'attachement** des individus aux groupes, selon l'articulation des quatre types de liens sociaux : le type **familialiste** où prime le lien de filiation comme en Amérique du Sud ou au Japon, celui **volontariste** avec le lien de participation élective comme par exemple aux États-Unis, celui **organiciste** avec le lien de participation organique qui est dominant comme en France, où il y a un fort encadrement du marché, un corporatisme et des statuts très présents, des groupes complémentaires mais rivaux qui engendrent des inégalités, un travail de coordination et de pacification de l'État avec une certaine démarchandisation des produits fournis par le secteur public. Enfin le régime **universaliste** avec une prééminence du lien de citoyenneté comme au Danemark. Cette typologie renouvelle les catégorisations classiques de l'État-providence de Gøsta Esping-Andersen : libéral, corporatiste et social-démocrate. Paugam y ajoute notamment le modèle familialiste avec la prise en compte des pays sud-américains absents chez Esping-Andersen. Ces régimes permettent de comprendre les types de liens, leurs risques de ruptures ainsi que les difficultés qui peuvent se développer. Dans certaines configurations, les liens permettent aux individus de se libérer, alors que dans d'autres cas ils sont plutôt une source de contraintes.

Pour Paugam, le lien social a pour fonction d'unir les individus, il ne le désigne pas comme une relation à quelqu'un mais comme une vision des soutiens et des institutions existants dans les différentes sociétés. Une personne totalement isolée qui ne rencontre personne à quand même des liens sociaux pour l'auteur, s'il perçoit un revenu ou des aides sociales. Serge Paugam propose aussi dans son ouvrage une nouvelle vision de la solidarité, en soulignant l'importance des attachements multiples nécessaires pour assurer à la fois la protection et la reconnaissance dans la société. Son analyse met en lumière les défis contemporains liés à la fragmentation des liens sociaux et appelle à des politiques publiques qui renforcent ces attachements pour promouvoir une meilleure cohésion sociale notamment grâce à une éducation renforcée. ◆

Délit de solidarité

Myren Duval
Le rouerge, 2021

PRÉSENTATION DE L'AUTEURE

Myren Duval est une auteure française reconnue pour ses œuvres destinées à la jeunesse. Elle a notamment écrit *Mon chien, Dieu et les Pokétrucs*, un roman qui aborde déjà des thèmes tels que la solidarité et l'amitié. Avec *Délit de solidarité*, elle s'adresse à un public adolescent en explorant des sujets contemporains avec sensibilité et justesse. Son écriture engagée et accessible permet d'interroger la place des jeunes face aux problématiques sociales et éthiques du monde contemporain.

LE PLAN DE L'OUVRAGE

L'histoire commence avec l'introduction des personnages principaux, notamment Lou et sa bande d'amis, des adolescents ordinaires vivant dans un cadre rural et confrontés aux défis du quotidien. Leur amitié et leurs préoccupations sont décrites avec réalisme, donnant une impression d'authenticité et de proximité avec le lecteur.

Le récit prend un tournant majeur lorsque les adolescents découvrent trois réfugiés syriens cachés dans une grotte près de chez eux. "*Ils étaient là, recroquevillés, les yeux remplis d'effroi, comme des bêtes traquées. J'ai senti mon cœur se serrer.*" Cette rencontre inattendue bouscule leur quotidien et

les confronte brutalement à une réalité bien éloignée de leurs préoccupations habituelles. La question de l'attitude à adopter se pose immédiatement : doivent-ils alerter les autorités, ignorer la situation ou intervenir par eux-mêmes ?

Après des hésitations et des débats internes, le groupe décide de venir en aide aux réfugiés malgré les risques encourus. "*On ne pouvait pas faire semblant de ne rien voir. C'était impossible. Mais alors, qu'est-ce qu'on risquait ?*" Ce choix marque une évolution dans leur manière de penser et d'agir, les confrontant aux notions de responsabilité et de danger.

Ils prennent alors des initiatives pour organiser l'assistance aux migrants, cherchant des moyens discrets pour leur apporter nourriture et vêtements. Cette entreprise clandestine les amène à mentir à leurs parents et à prendre des risques de plus en plus importants, renforçant la tension dramatique du récit.

Les conséquences de leurs actions ne tardent pas à se manifester lorsque les autorités finissent par découvrir leurs agissements. L'intervention des gendarmes au collège et les interrogatoires qui s'ensuivent plongent les adolescents dans l'angoisse. "*On nous regardait comme des criminels. J'avais envie de crier que ce n'était pas juste, que tout ça n'avait aucun sens.*" Ils réalisent alors que leur acte, motivé par un profond sentiment de justice et d'humanité, peut les mettre en porte-à-faux avec la loi.

À travers leurs réflexions et leurs discussions, Lou et ses amis s'interrogent sur la notion de justice et sur la place de la solidarité dans une société où les lois semblent parfois aller à l'encontre de la morale. Ce questionnement final permet au lecteur de s'interroger à son tour et d'élargir sa propre réflexion sur les enjeux liés aux migrations et à l'engagement citoyen.



THÈSES ET CONCEPTS CLÉS DE L'OUVRAGE

L'ouvrage met en lumière l'importance d'une solidarité active et concrète. Myren Duval insiste sur le fait que l'aide aux autres ne peut se limiter à des discours, mais nécessite des actions, même lorsqu'elles impliquent des risques personnels. "*Les mots, c'est bien joli, mais si on ne fait rien, à quoi ça sert ?*" La solidarité n'est pas seulement un idéal abstrait, elle se traduit par des décisions et des actes concrets qui peuvent parfois entrer en conflit avec les lois établies.

Le roman pose également la question du rapport entre la légalité et la moralité. À travers l'histoire de ces adolescents, le lecteur est amené à s'interroger sur le fait que certaines actions perçues comme justes sur un plan humain peuvent être considérées comme illégales d'un point de vue juridique. "*Aider, c'est interdit. Mais ne pas aider, c'est inhumain. Alors, qu'est-ce qu'on fait ?*" Ce dilemme, au cœur du concept de "délit de solidarité", amène à réfléchir sur la nature des lois et sur les valeurs qui devraient guider nos choix.

L'ouvrage met enfin en avant l'engagement des jeunes et leur capacité à s'impliquer dans des causes qui les dépassent. Lou et ses amis ne sont pas des militants aguerris, mais leur sensibilité et leur humanité les poussent à agir. "*On n'avait jamais réfléchi à tout ça avant. Mais maintenant, on savait. Et une fois qu'on sait, on ne peut plus faire semblant.*" Ce point souligne que l'engagement n'est pas réservé aux adultes ou aux figures institutionnelles, mais qu'il peut émerger de manière spontanée, chez chacun, en réponse à une injustice perçue.

RÉFÉRENCES THÉÂTRALES ET CINÉMATOGRAPHIQUES

Le thème du "délit de solidarité" a été exploré dans diverses œuvres culturelles. Au cinéma, *Welcome* (2009) de Philippe Lioret raconte l'histoire d'un homme qui prend des

risques pour aider un jeune migrant kurde.

Le documentaire *Libre* (2018) de Michel Toesca suit quant à lui le parcours de Cédric Herrou, un agriculteur ayant aidé des migrants à traverser la frontière franco-italienne.

Au théâtre, la pièce *Grand Pays* s'inspire également de l'histoire de Cédric Herrou. Mise en scène au Théâtre des Carmes, elle évoque la criminalisation de l'aide aux migrants et interroge le spectateur sur les notions de fraternité et d'engagement citoyen.

Cédric Herrou est un agriculteur français devenu un symbole du "délit de solidarité" en accueillant et aidant des migrants dans la vallée de la Roya. Poursuivi en justice à plusieurs reprises, il a finalement obtenu une victoire en 2018 lorsque le Conseil constitutionnel a reconnu le principe de fraternité comme un fondement juridique légitimant l'aide aux migrants. Délit de solidarité de Myren Duval s'inscrit dans cette problématique, en mettant en scène des jeunes confrontés aux mêmes dilemmes moraux et légaux. ◆

SUJETS POSSIBLES AU CONCOURS DU RÉSEAU SCIENCES PO

- La solidarité doit-elle primer sur la légalité ?

- Le "délit de solidarité" est-il une contradiction entre morale et droit ?

- La désobéissance civile peut-elle être considérée comme un acte légitime de solidarité ?

tremplin le mag